Alix BOUCARD

Maîtrise en criminologie et doctorat en sociologie, Université de Montréal
sociologue-consultant

(2006)

La communauté haïtienne de Montréal

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Alix Boucard

LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE DE MONTRÉAL.

Laval, Québec : La Fondation littéraire Fleur de Lys, 2006, 162 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 6 janvier 2013 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales et autorisation confirmée par l'éditeur le 14 janvier 2011.]

Courriel : alixboucard991@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 21 mars 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Alix BOUCARD

Maîtrise en criminologie et doctorat en sociologie, Université de Montréal
sociologue-consultant

La communauté haïtienne de Montréal.

Laval, Québec : La Fondation littéraire Fleur de Lys, 2006, 162 pp.

[161]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Présentation](#) [9]

Chapitre 1.

[L'identité haïtienne](#) [11]

1. [Un modèle de réalité sociale, base de détermination ethnique](#) [13]

1.1. [Besoins Objectifs](#) [13]

1.2. [Guides Contraintes](#) [14]

1.3. [Ressources](#) [15]

1.4. [Pratiques sociales et comportements](#) [17]

1.5. [Les entités socio-spatiales](#) [21]

2. [Auto-détermination](#) [22]

2.1. [Détermination](#) [22]

2.2. [Auto-caractérisation de la culture](#) [23]

3. [Hétéro-détermination](#) [28]

Chapitre 2.

[Quelques données socio-démographiques](#) [31]

1. [Population](#) [31]

2. [Population selon le sexe et l'âge](#) [33]

3. [Répartition spatiale à Montréal](#) [36]

3.1. [Dix arrondissements de forte concentration](#) [36]

3.2. [Arrondissements de faible concentration](#) [38]

Chapitre 3.

Dimension socio-culturelle [41]

3.1. Thèmes de mini-milieux [44]

3.1.1. La famille [44]

3.1.2. L'amour [60]

3.1.3. L'amitié [71]

3.2. Thèmes de milieux intermédiaires [76]

3.2.1. Éducation / scolarité [76]

3.2.2. Religion [81]

3.2.3. Arts, loisirs, culture [84]

3.2.4. Action communautaire [86]

3.3. Les thèmes du maxi-milieu [88]

3.3.1. Les mass médias [88]

3.3.2. La langue [90]

3.3.3. La fréquentation des lieux publics [92]

3.3.4. Déviance et criminalité [94]

3.4. Thèmes de modèle culturel de consommation [102]

3.4.1. La logique de la consommation [103]

3.4.2. Le profil de la consommation [104]

3.4.3. Les principaux types de consommation [106]

3.4.4. Transport [113]

Chapitre 4.

Dimension socio-économique [117]

4.1. Implication dans les différents secteurs de l'industrie [118]

4.2. Les différents types de revenu [121]

4.3. La clientèle prestataire de l'assistance-emploi ou de l'aide sociale [122]

4.4. Les petites et moyennes entreprises [124]

4.5. L'implication dans l'industrie du taxi [127]

4.6. Commentaires [128]

Chapitre 5.
Dimension socio-politique [131]

5.1. Auto-contrôle du groupe haïtien [131]

5.1.1. L'action collective [132]

5.1.2. Le manque de contrôle de l'action collective [133]

5.1.3. Le caractère non-conflictuel du « collective action frame » de l'action collective [135]

5.2. Participation au contrôle du système politique [136]

5.2.1. Niveau municipal [137]

5.2.2. Niveau provincial [138]

5.2.3. Niveau fédéral [143]

5.2.4. Commentaires [145]

RÉSUMÉ ET CONCLUSION [149]

AU SUJET DE L'AUTEUR [155]

COMMUNIQUER AVEC L'AUTEUR [159]

La communauté haïtienne de Montréal

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage présente les principales caractéristiques de la communauté haïtienne de Montréal, devenue la troisième en nombre au sein de la métropole après celles des Juifs et des Italiens. En 1960, on comptait à peine 200 personnes d'origine haïtienne sur l'île de Montréal. Aujourd'hui, près de 50 ans plus tard, ce nombre s'élève à 54 485. Dans un premier chapitre, il nous faut poser la problématique de l'identité haïtienne. Peut-on parler d'un tronc commun haïtien valable pour tous les Haïtiens vivant en Haïti, en République dominicaine, à Cuba, aux îles Bahamas, à Miami, à Boston, à New York, à Paris et à Montréal? Il s'agit alors de structurer des pistes de réflexion et de soulever différentes modalités d'approche. Dans un deuxième chapitre, basé sur une conception du groupe ethnique selon Statistique Canada, nous présentons quelques données socio-démographiques. Les troisième, quatrième et cinquième chapitres présentent la communauté haïtienne de Montréal dans ses dimensions socio-culturelles, socio-économiques et sociopolitiques.

[9]

La communauté haïtienne de Montréal

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

La communauté haïtienne est numériquement la troisième plus importante communauté ethnoculturelle de Montréal (après celles des Juifs et des Italiens), même si elle est relativement jeune. En effet, en 1960, il y a de cela moins de cinq décades, il n'y avait même pas 200 personnes d'origine haïtienne sur l'île de Montréal.

Le but de cet ouvrage, c'est de la présenter dans ses principales caractéristiques. Comment le faire ?

Sans entrer dans les détails de la radicale différence entre les faits sociaux et les faits des sciences naturelles et physiques, disons que la réalité sociale est complexe et multidimensionnelle. On peut tenter de l'appréhender de différentes façons, mais cette appréhension n'est jamais totale.

Dans un premier chapitre, il nous faut poser la problématique de l'identité haïtienne. Peut-on parler d'un tronc commun haïtien valable pour tous les Haïtiens vivant en Haïti, en République dominicaine, à Cuba, aux îles Bahamas, à Miami, à Boston, à New York, à Paris et à Montréal ? Dans ce chapitre il s'agit [10] de structurer des pistes de réflexion et de soulever différentes modalités d'approche.

Dans un deuxième chapitre, nous basant sur une conception du groupe ethnique de Statistique Canada, nous présentons quelques données socio-démographiques sur la communauté haïtienne de Montréal qui est considérée, selon un postulat du social à trois volets, dans ses dimensions socio-culturelle (troisième chapitre), socio-économique (quatrième chapitre) et socio-politique (cinquième chapitre).

[11]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

Chapitre 1

L'identité haïtienne

[Retour à la table des matières](#)

Le concept d'ethnicité a un caractère multidimensionnel dans la mesure où il comprend des aspects comme l'ascendance, la langue, la race, les coutumes, les croyances, les pratiques et d'autres paramètres. Le problème c'est que la réalité sociale est structurée par une multitude de champs interreliés.

Comment peut-on présenter, d'une manière exhaustive et structurée, les principales caractéristiques de l'identité haïtienne? Comment peut-on déterminer que quelqu'un est haïtien au lieu d'être un Noir, un Américain, un Canadien, un Dominicain, un Cubain, un Français? Au lieu de prétendre répondre d'une façon exhaustive à ces questions, nous allons tenter de soumettre une structure d'éléments responsifs susceptibles d'alimenter des discussions.

Commençons par décanter les principales dimensions de l'ensemble des éléments d'une catégorie ethnique. Nous basant sur des avancées de plusieurs auteurs - dont Hughes et Kallen, 1974 - concernant les principales dimensions de tout groupe ethnique, nous [12] pouvons dire que l'entité haïtienne est tri-dimensionnelle :

- la dimension biológico-parentale ;
- la dimension géographique ;
- la dimension culturelle.

Insistant plutôt sur des facteurs biologiques et naturels, l'approche naturaliste met l'accent sur l'importance de l'héritage génétique en tant que marqueur ethnique. L'origine ou l'ascendance tentent de déterminer les racines ou l'origine ethnique de l'Haïtien. D'après la dimension biológico-parentale de l'entité haïtienne, peut-on dire que les individus nés de deux parents blancs peuvent être considérés comme des Haïtiens ? Y a-t-il correspondance entre Haïtiens et Noirs ? Les enfants nés d'un ou de deux parents haïtiens sont-ils, sans aucune autre condition, sans considérer le pays de naissance, Haïtiens ? En tout cas, ils le sont, s'ils sont nés en Haïti.

La dimension géographique de l'entité haïtienne fait référence à Haïti considéré non seulement en tant que pays d'origine mais encore en tant que pays d'attachement, en tant que référent collectif Cette dimension renvoie également aux pays donateurs d'ethnicité ou de citoyenneté aux Haïtiens de la diaspora. En tant que marqueur classificatoire, le référent « Haïti » peut diviser l'ensemble haïtien en trois :

- ceux qui sont nés en Haïti et qui y sont restés ;
- ceux qui sont nés en Haïti et qui l'ont laissé ;
- ceux qui sont nés en dehors d'Haïti et qui y sont restés attachés.

[13]

La dimension culturelle de l'entité haïtienne a trait à tous les éléments qui déterminent la spécificité des manières d'être, de penser, de sentir et de vivre de la catégorie ethnique haïtienne. Les Haïtiens et Haïtiennes vivant en Haïti, en République dominicaine, aux Îles Bahamas, à Miami, à Boston, à New-York, à Montréal, à Ottawa, à Paris et ailleurs, ont-ils des manières semblables d'être, de penser, de sentir et de vivre ? Ces manières sont-elles vraiment différentes de celles des

autres ethnies ? En fonction de la complexité et du caractère multidimensionnel de la réalité sociale, il nous faut choisir des idées directrices et un modèle de réalité sociale pour, non pas répondre en détails à ces questions, mais proposer un cadre général de réponses hypothétiques.

1. Un modèle de réalité sociale, base de détermination ethnique

Ce modèle comporte cinq dimensions interreliées dans un système définitionnel de la réalité sociale.

1.1 Besoins / Objectifs

[Retour à la table des matières](#)

L'homme est avant tout un être de besoins, base des multiples motivations précédant ses différents types de comportement. Sans entrer dans les discussions entourant le couple nature / culture, on peut dénombrer trois principales catégories de besoins humains :

[14]

- besoins d'ordre biologique et matériel ;
- besoins d'ordre psychosocial ;
- volet de l'identité : estime de soi ;
- besoins d'ordre psychosocial
- volet de l'altérité : considération sociale.

On peut appliquer le principe d'exhaustivité à cette classification en ce sens qu'elle est censée couvrir tous les types de besoins. Quant aux principes de l'inter-exclusivité -un besoin appartient à une catégorie et à une seule- et de la hiérarchie-en cas de conflit, un besoin prime sur un autre- leur application à, cette catégorisation peut être valable

dans certaines circonstances. La satisfaction de ces types de besoins se fait en tenant compte des guides / contraintes.

1.2 Guides / Contraintes

[Retour à la table des matières](#)

Nous entendons par guides les différents éléments indiquant ce qu'on peut ou doit faire et ce qu'on ne doit pas faire dans un environnement social. Schématiquement, nous en distinguons cinq principaux, quatre d'ordre socio-formel et un d'ordre psycho-social :

1. les trois méta-valeurs (le vrai, le bien et le beau) ;
2. les valeurs (la justice, la démocratie, le respect, l'amour du prochain, le respect de la propriété privée) ;

[15]

3. les normes sociales (ce qu'on doit faire dans des contextes précis sous peine de désapprobation sociale : respecter la règle de la file d'attente, dire bonjour quand c'est requis, s'habiller avec un minimum de convenance...),
4. les normes socio-juridiques (ce qu'on ne doit pas faire sous peine de sanctions institutionnelles : ne pas voler, ne pas blesser, ne pas tuer...) ;
5. les guides individuels (ces méta-valeurs, valeurs, normes sociales et normes socio-juridiques sont gérées au niveau individuel par des phénomènes cognitifs, affectifs et volitifs : l'individu face à ces quatre types de guides doit penser, raisonner, savoir (phénomènes cognitifs), avoir des sentiments, émotions et passions (phénomènes affectifs) et vouloir agir dans telle ou telle direction (phénomènes volitifs).

1.3. Ressources

1.3.1 Ressources

[Retour à la table des matières](#)

Pour satisfaire ses différents besoins, l'homme dispose de différentes ressources. Dans la mesure où l'on accepte le postulat du social à trois volets, on peut distinguer trois types de ressources qui sont potentiellement à la disposition de tous les membres d'une collectivité :

- les ressources d'ordre socio-culturel :
 - la famille ;
 - l'amour ;
- [16] - l'amitié ;
- la religion ;
- les mass media ;
- les modes de consommation ;
- les ressources d'ordre socio-économique ;
- les ressources de production ;
- les ressources de consommation et d'épargne ;
- les ressources d'ordre socio-politique ;
- l'accession au pouvoir administratif et politique (élection et nomination) ;
- l'exercice des trois pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif.

1.3.2 Accessibilité aux ressources

Il faut mentionner deux types d'accessibilité. Une accessibilité d'ordre individuel et une accessibilité d'ordre groupal.

1.3.2.1 On peut mentionner six types de variables d'accessibilité d'ordre individuel aux multiples ressources matérielles, institutionnelles et organisationnelles d'une collectivité :

- les variables d'ordre bio-physique (beauté, jeunesse santé, etc.) ;
- les variables d'ordre psycho-social (raisonnement, sentiment, passion, détermination, etc.) ;
- les variables d'ordre socio-culturel (prestige social, appartenance à des réseaux sociaux, etc.) ;
- les variables d'ordre socio-économique (moyens financiers, agents de production, etc.) ;

[17]

- les variables d'ordre socio-politique (appartenance à des réseaux d'influence politique, appartenance à des sphères d'influence politique).

1.3.2.2 Quant à l'accessibilité d'ordre groupal, elle fait référence aux avantages et inconvénients d'un groupe en ce qui concerne la possibilité de profiter des multiples ressources d'une collectivité. On peut en considérer quatre variables :

- l'âge ;
- l'ethnie ;
- le sexe ;
- le strate socio-économique.

1.4. Pratiques sociales et comportements

[Retour à la table des matières](#)

Les pratiques sociales et comportements résultent de l'articulation entre les besoins, les guides / contraintes et les ressources. On peut considérer trois principales aires d'activité ou de comportement social en raison du postulat du social à trois volets que nous avons évoqué : les pratiques ou comportements socio-culturels, les pratiques ou comportements socio-économiques et les pratiques ou comportements socio-politiques.

En un certain sens, la plupart des phénomènes sociaux ont des dimensions socio-culturelle, économique et politique. En caractérisant un phénomène à l'aide d'une des trois caractéristiques, nous voulons signifier que cette caractéristique le détermine principalement et non exclusivement.

[18]

1.4.1 Pratiques et comportements du champ socio-culturel

On peut définir le socio-culturel par la négative. Nous considérons comme principalement socioculturel tout ce qui n'est pas principalement relié à la production et aux sources de ressources pour consommer et tout ce qui ne dépend pas directement et en premier lieu de l'État. Nous avons dégagé, par induction analytique, 15 aires de pratiques ou de comportements socio-culturels :

1. la famille
2. l'amour ou les rapports sexuels
3. l'amitié
4. l'éducation / socialisation
5. la religion
6. l'usage des lieux publics

7. les mass-media
8. les arts, sports et loisirs
9. la déviance
- 10.l'action communautaire
- 11.la nourriture
- 12.l'habillement
- 13.le logement
- 14.la langue
- 15.le transport

[19]

1.4.2 Pratiques et comportements du champ socio-économique

Sous cette rubrique il s'agit de production et de sources de ressources pour consommer.

1.4.2.1 Production de biens et services. À cet égard on peut mentionner cinq entités :

- les petites entités du réseau souterrain,
- les grandes entités du réseau souterrain ;
- les petites entreprises ;
- les moyennes entreprises ;
- les grandes entreprises et multinationales.

1.4.2.2 Sources de ressources pour consommer (et épargner). Parmi les différentes sources de revenu on peut en décanter quatre principales :

- le travail salarié ;
- le travail non salarié ;
- les allocations gouvernementales ;
- les placements et investissements.

1.4.2.3 Pratiques et comportements du champ socio-politique. Le champ socio-politique est un système de contrôle et de gestion du socio-culturel et du socio-économique dans un espace socio-politique relativement circonscrit. On peut sous-catégoriser ces pratiques en deux : les pratiques de prise de pouvoir et les pratiques d'exercice de pouvoir.

[20]

1. Les pratiques de prise de pouvoir, deux variables :

- les élections ;
- les nominations.

2. Les pratiques d'exercice de pouvoir politique ou potentiellement politique (administratif).

Ces pratiques renvoient aux trois types de pouvoir :

- le pouvoir législatif,
- le pouvoir judiciaire ;
- le pouvoir exécutif

On peut dénombrer :

1. Santé ;
2. Éducation / Formation ;
3. Justice ;
4. Sécurité ;
5. Taxation / Imposition ;
6. Sécurité sociale ;
7. Relations internationales / Immigration.

Ces pratiques et comportements socio-culturels, socio-économiques et socio-politiques ont cours dans différentes entités socio-spatiales.

[21]

1.5. Les entités socio-spatiales

[Retour à la table des matières](#)

Une entité socio-spatiale est un espace géographique relativement auto-suffisant et dont les habitants ont un certain sentiment d'appartenance. C'est l'autonomie politique qui détermine la principale entité socio-spatiale, c'est-à-dire le pays. On peut structurer ces espaces en trois niveaux :

1. le quartier ;
2. la ville (et la région / province / État) ;
3. le pays.

C'est dans ces trois entités socio-spatiales (cinquième dimension) que les individus tentent de satisfaire ou satisfont (quatrième dimension) les différents types de besoin (première dimension) selon des

guides (deuxième dimension) et à l'aide de différentes ressources (troisième dimension).

Avec ce modèle de la réalité sociale, nous allons aborder la problématique de la détermination et de la caractérisation de l'ethnie haïtienne dans la double perspective de l'auto- et de l'hétéro-détermination / caractérisation.

[22]

2. Auto-détermination

2.1 Détermination

[Retour à la table des matières](#)

D'après les Haïtiens et Haïtiennes eux-mêmes, qui est haïtien ? Nous avons proposé une structure de l'identité ethnique à trois dimensions : la dimension bio-parentale, la dimension géographique et la dimension culturelle.

Tous ceux et celles nés en Haïti de parents haïtiens sont-ils haïtiens, sans tenir compte de leur culture ?

Tous ceux et celles nés de parents haïtiens, quel que soit leur pays de naissance, sans tenir compte de leur culture, sont-ils haïtiens ?

Tous ceux et celles nés en Haïti de parents non-haïtiens, de parents de race blanche, même s'ils ont des valeurs et un comportement spécifiquement haïtiens, sont-ils haïtiens ?

Tous ceux et celles nés de parents haïtiens et ailleurs qu'en Haïti, s'ils ont des valeurs / normes et un comportement spécifiquement haïtiens, sont-ils haïtiens ?

Le problème c'est de savoir laquelle ou lesquelles des trois dimensions caractérisent l'ethnie haïtienne selon les représentations sociales des Haïtiens eux-mêmes. D'après un échantillon théorique de formulation d'hypothèses de 10 personnes (6 haïtiens et 4 haïtiennes) que nous avons constitué, l'hypothèse serait que la dimension la plus importante est la parenté haïtienne, suivie de la dimension géographique. Autre-

ment dit, la combinaison « dimension géographique / dimension bio-parentale » déterminerait à coup sûr selon les Haïtiens et Haïtiennes, l'ethnie haïtienne : tous ceux et celles nés en Haïti de parents [23] haïtiens seraient haïtiens, sans tenir compte de la spécificité de leurs valeurs et comportement.

Il semblerait que, selon la démarche de formulation d'hypothèses évoquée ci-haut, la dimension bio-parentale serait si déterminante que les Haïtiens et Haïtiennes, quel que soit le pays où ils sont nés, à partir du moment où ils sont nés de parents haïtiens, pourraient être considéré comme Haïtiens.

On ne doit pas cependant, faire abstraction de la dimension culturelle même si elle occuperait la troisième place dans la structure identitaire de l'ethnie haïtienne selon la perspective de l'auto-détermination.

2.2 Auto-caractérisation de la culture

[Retour à la table des matières](#)

C'est quoi, une culture ? Au sens large, une culture, c'est l'ensemble des façons de penser, de sentir, de s'exprimer et de se comporter d'un groupe plus ou moins étendu. On ne peut pas parler de la culture d'un groupe de deux personnes, on pourrait parler de la culture d'un ensemble de couples mariés, par exemple. Cela veut dire que les groupes ont des façons différentes d'être et de vivre. Le problème, c'est la caractérisation du groupe en tant que porteur de comportement significativement différentiel, le problème, c'est le caractère multidimensionnel d'un groupe et sa caractérisation selon plusieurs facteurs interreliés.

Prenons l'ensemble des Haïtiens vivant et parfois nés en Haïti, en République dominicaine, aux îles Bahamas, à Miami, à Boston, à New-York, à Paris, à Montréal et ailleurs, selon quels axiomes, selon quelles idées directrices, selon quelles prémisses selon quelle méthodologie peut-on avancer que tous ces Haïtiens et Haïtiennes partagent une culture commune ? [24] Y aurait-il une mentalité haïtienne qui leur serait propre ? Quelles seraient les principales caractéristiques de cette mentalité ? Quel en serait le noyau dur, l'essence, la structure

dont les variantes seraient dominicaine, parisienne, canadienne, américaine...

Nous avons proposé un modèle de réalité sociale à trois niveaux (socio-culturel, socio-économique et socio-politique) et à cinq dimensions (besoins, guides / contraintes, pratiques / comportements, ressources et entités socio-spatiales.)

Dans le jargon de la psychologie sociale, il existe une notion appelée « représentations sociales ». Les représentations sociales, c'est l'ensemble des éléments informatifs cognitifs, normatifs, des croyances, des valeurs, des attitudes, des opinions., des images organisées autour de quelques propositions principales en rapport à une thématique donnée. Quelles sont les représentations sociales des Haïtiens et Haïtiennes en rapport à la culture haïtienne ?

Ces représentations sociales sont-elles différentes selon le pays où se trouvent les Haïtiens et Haïtiennes ? Selon le modèle de réalité sociale que nous avons proposé, pour avoir les représentations sociales de la communauté haïtienne sur la culture haïtienne, il faudrait :

1. considérer une vingtaine de sous-thèmes de la culture (14 du socio-culturel, 2 de l'économique et 4 du politique) ;
2. structurer les représentations sociales des Haïtiens et Haïtiennes en rapport à ces 20 thématiques ;
3. tenter de synthétiser les propositions principales dégagées de ces représentations sociales sur les 20 thèmes ;

[25]

4. Préciser le caractère différent de ces propositions principales dans les différents contextes où vivent les Haïtiens et Haïtiennes.

Dans la mesure où il faut toujours considérer non pas l'entité « Homme », mais l'entité « Homme / mini-environnement / maxi-environnement », dans la mesure où la réalité sociale implique une multitude de champs interreliés, dégager les principales caractéristiques d'une culture haïtienne que partageraient tous les Haïtiens et Haïtiennes requiert des conclusions assez nuancées.

Si on reste au niveau d'hypothèses, c'est-à-dire au niveau de propositions à être confirmées, quelques énoncés seraient des éléments constitutifs des représentations sociales des Haïtiens et Haïtiennes telles que structurées par eux-mêmes sur la spécificité de leur culture.

- « Les Haïtiens et Haïtiennes ne se font pas confiance » ;
- « Ils ne s'aiment pas, ils ont même tendance à se haïr » ;
- « Ils ne croient pas en la compétence haïtienne ; plus précisément, ils croient que les blancs sont plus compétents » ;
- « Le préjugé de couleur est une marque de la culture haïtienne » ;
- « Ils manquent de capacité organisationnelle » ;
- « Souvent, ils ne sont pas à l'heure aux rendez-vous » ;
- « Les hommes ont tendance à ne pas accepter que l'homme et la femme soient égaux »,

[26]

- « Ils ont tendance à abuser de l'autorité parentale » ;
- « Ils ont tendance à s'enrichir des fonds de l'État » ;
- « Ils préfèrent la tranquillité du travail salarié aux aléas du travail non-salarié » ;
- « Ils ont de la difficulté à accepter des opinions contraires aux leurs, surtout en politique » ;
- « Ils aiment aider leurs parents quand ceux-ci ont des problèmes d'argent ou de maladie » ;
- « Ils ont tendance à considérer Haïti comme un référent collectif, ils y sont attachés et le mot « Haïti » semble Plus rassembleur que le mot “Haïtien” » ;
- « Ils ont des fantasmes en rapport à l'union haïtienne qui sert davantage de thème en poésie, littérature, musique, discours que d'axe d'action concrète ».

Ces énoncés ne sont que des hypothèses de recherche et requièrent quatre types principaux de considérations.

Premièrement, il y a les facteurs possibles ou probables de différenciation de représentations sociales reliées à la caractérisation de la culture haïtienne telles que structurées par les Haïtiens et Haïtiennes eux-mêmes. On peut en dénombrer sans aucune prétention d'exhaustivité cinq :

- l'âge ou plus précisément la période d'âge : les enfants, les adolescents, les adultes ;
- le sexe ;

[27]

- le pays de résidence, de naissance et de première socialisation (enfance) ;
- le degré d'instruction ;
- le statut socio-économique.

Deuxièmement il est méthodologiquement valable de constituer des sous-groupes en fonction de ces facteurs possibles de différenciation de représentations sociales de manière à structurer un échantillon stratifié. On peut facilement comprendre que les représentations sociales d'un Haïtien de 32 ans vivant dans un bidonville à Port-au-Prince en Haïti depuis 32 ans, illettré, faisant mille et une besognes pour survivre avec ses enfants peuvent être différentes de celles d'un Haïtien de 30 ans, médecin, né, élevé, éduqué à Boston.

Troisièmement la réalité sociale est complexe et comporte plusieurs dimensions. Il y a le problème de transversalité d'une caractéristique. Quand on laisse croire, par exemple, que les Haïtiens et Haïtiennes ne se font pas confiance, il faut considérer l'applicabilité de ce trait de mentalité à plusieurs domaines de la vie sociale : les rapports personnels dans la famille dans l'amitié, dans l'amour, les rapports sociaux dans les milieux de culte, dans les milieux scolaires, les rapports économiques et les rapports de gouvernance. Peut-on vraiment dire que dans tous ces milieux les Haïtiens et Haïtiennes, en comparaison aux autres groupes ethniques, ne se font pas confiance ?

Une étude sur les représentations sociales des Haïtiens et Haïtiennes en rapport à leur culture doit tenir compte des différents champs de la réalité sociale.

[28]

Quatrièmement il faut tenir compte de la dynamique historique et diachronique. Rien ne dit que tout ce qui est a été et sera. L'histoire d'Haïti n'est pas vierge de périodes qui peuvent faire honneur à l'identité haïtienne.

3. Hétéro-détermination

[Retour à la table des matières](#)

Que pensent les autres groupes ethniques au sujet des Haïtiens et Haïtiennes dans les différents pays où ceux-ci vivent ?

La diaspora haïtienne est concentrée en :

République dominicaine :	500 000 ;
États-Unis :	600 000 ;
Canada :	85 000 ;
Îles Bahamas et environs :	80 000 ;
France :	10 000.

Quel est le schéma représentationnel des dominicains en ce qui concerne le groupe ethnique haïtien ? Comme nous l'avons mentionné pour l'analyse des représentations sociales structurées par les Haïtiens et Haïtiennes eux-mêmes sur leur identité ethnique, quand il s'agit de conclure en ce qui concerne l'hétéro-détermination, il faut tenir compte de différents sous-groupes et caractériser ceux-ci selon des hypothèses valables. Ce ne sont pas tous les sous-groupes des Dominicains qui ravalent les Haïtiens et Haïtiennes au rang de coupeurs de canne et de travailleurs de manoeuvre en construction qui mériteraient d'être expulsés de la République dominicaine. Sans nier la possibilité que cette hétéro-détermination / [29] caractérisation soit négative pour la communauté haïtienne en raison de la surreprésentation des cou-

peurs de canne dans la communauté haïtienne en République dominicaine, il ne faut pas oublier que le type de travail accompli par un individu n'est qu'un paramètre de sa réalité sociale.

La prudence au niveau de la conclusion en rapport aux représentations sociales d'une entité socio-spatiale sur la catégorie ethnique haïtienne est encore plus opportune en ce qui concerne les Haïtiens et Haïtiennes vivant aux États-Unis. Dans la mesure où l'on considère la race comme une notion sociale (folk concept) et non comme un concept scientifique, il faut en tenir compte dans l'analyse de l'hétéro-détermination / caractérisation ethnique aux États-Unis. La première question à se poser est celle de l'identification de l'entité socio-spatiale pertinente pour l'analyse en raison de la diversification socioculturelle des différentes régions des États-Unis. L'hypothèse serait que la communauté haïtienne de Boston, de Miami et de New-York ne serait pas appréhendée avec le même schéma de représentations sociales dans ces trois régions. La deuxième question est de savoir si les Haïtiens et Haïtiennes sont considérés non comme un type particulier de Noir mais comme tout simplement un Noir, non différent du Noir américain. L'hypothèse serait que le sous-groupe des Blancs instruits à Boston auraient tendance à considérer les Haïtiens et Haïtiennes comme des Noirs francophones alors que le sous-groupe des Blancs non-instruits ne feraient pas de différence entre Haïtiens / Haïtiennes et Noirs américains. La troisième question pertinente est celle de l'appréhension par les Américains et Américaines des caractéristiques de la culture haïtienne (hétéro-caractérisation culturelle). L'hypothèse serait que les Américains [30] blancs ayant un vécu expérientiel avec les Haïtiens et Haïtiennes et cela que ce soit à New-York, à Boston ou à Miami, auraient tendance à considérer la culture haïtienne sous un angle plus positif que les Haïtiens et Haïtiennes eux-mêmes.

Au Canada on peut distinguer deux principales entités socio-spatiales pour tenter d'appréhender l'hétéro-détermination / caractérisation de l'ethnie haïtienne : le Québec et le reste du Canada. C'est précisément dans le cadre de l'entité socio-spatiale « Québec » que nous considérons la communauté haïtienne de Montréal dont nous présentons dans le prochain chapitre quelques données socio-démographiques.

[31]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

Chapitre 2

Quelques données socio-démographiques

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce chapitre il est question :

1. du nombre de la population haïtienne sur l'Île de Montréal
2. de la population selon le sexe et l'âge
3. de la répartition spatiale de cette population

1. Population

Deux-tiers de la communauté haïtienne du Canada vivent à Montréal

Au dernier recensement de Statistique-Canada de 2001 on demandait aux habitants du Canada la question suivante : « À quel(s) groupe(s) ethnique(s) appartiennent vos ancêtres ? »

[32]

Les gens pouvaient donner de une (réponse unique) à quatre réponses (réponse multiple). Ainsi ceux et celles qui ont déclaré avoir uniquement des ancêtres d'origine haïtienne (réponse unique) et ceux et celles ayant déclaré avoir des ancêtres d'origine haïtienne et des ancêtres d'autres origines ethniques (réponse multiple) sont considérés comme faisant partie de la communauté haïtienne.

Selon cette formule la communauté haïtienne est de :

82 280	pour le Canada
74 370	pour la province du Québec
54 485	pour l'île de Montréal.

Selon ce calcul, la communauté haïtienne est numériquement la troisième plus importante communauté ethnoculturelle de la province du Québec, à savoir :

Italienne	249 205
Juive	82 450
Haïtienne	74 370
Chinoise	63 000
Grecque	58 645

Au Service du développement économique et du développement urbain de la ville de Montréal on tient compte uniquement des personnes ayant déclaré une seule origine ethnique. Sur cette base la communauté haïtienne de Montréal est numériquement au second rang en ce qui concerne les communautés ethnoculturelles, soit :

[33]

Italienne	122 215
Haïtienne	48 725
Juive	47 850
Chinoise	38 270

Approximativement la communauté haïtienne de Montréal constituerait :

3% de l'ensemble de la population de l'île de Montréal

15% de l'ensemble des groupes ethniques faisant partie des minorités visibles

50% de l'ensemble des Noirs de Montréal.

66% de l'ensemble de la communauté haïtienne vivant au Canada

72% de l'ensemble de la communauté haïtienne vivant au Québec.

2. Population selon le sexe et l'âge

[Retour à la table des matières](#)

La population haïtienne est plus féminine que l'ensemble de la population de Montréal

La population de Montréal est composée de 867 495 hommes et de 945 225 femmes selon le recensement 2001 de Statistique Canada. Les hommes comptent pour 47.9% de la population et les femmes pour 52.1%.

[34]

La population haïtienne de Montréal est composée de 24 540 hommes et de 29 945 femmes. Les hommes comptent pour 45% environ de la population haïtienne de Montréal et les femmes pour environ 55%.

La population haïtienne est plus jeune que l'ensemble de la population de Montréal

- La population haïtienne compte en 2001 plus d'enfants de 0 à 4 ans que l'ensemble de la population de Montréal :

- population de Montréal	95 540 (5.3%)
- population haïtienne	4 765 (8%)

- La population haïtienne compte en 2001 beaucoup plus de jeunes de 0 à 14 ans que l'ensemble de la population de Montréal :

- population de Montréal	290 475 (16%)
- population haïtienne	14 900 (27%)

- La population haïtienne compte en 2001 plus de jeunes de 0 à 29 ans que l'ensemble de la population de Montréal :

- population de Montréal	670 000 (37%)
- population haïtienne	30 000 (55%)

[35]

- La plus forte concentration de population pour une tranche d'âge de 10 ans (tranche modale) se trouve à un plus bas niveau de l'ordre croissant des paliers d'âge pour la communauté haïtienne :

- population de Montréal / 35-44 ans	295215
- population haïtienne / 15-24 ans	10440
- population de Montréal / 35-44 ans	16%
- population haïtienne / 15-24 ans	19%

- La population haïtienne compte moins de personnes de 65 ans et plus que l'ensemble de la population de Montréal :

- population de Montréal	276 455
- population haïtienne	2 985

- population de Montréal	16%
- population haïtienne	5,5%

- La population âgée haïtienne est fortement féminine.
- Plus des deux-tiers des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal âgés de 65 ans et plus sont des femmes :

Hommes : 945	Femmes : 2 040
--------------	----------------

- Près de 72% des Haïtiens et Haïtiennes âgés de 75 ans et plus sont des femmes :

Hommes : 380	Femmes : 1 025
--------------	----------------

[36]

Il est à propos de mettre l'accent sur la différence frappante entre la structure des tranches d'âge de l'ensemble de la population de Montréal et celle de la communauté haïtienne. En particulier il faut noter la forte proportion des jeunes de 0 à 14 ans dans la communauté haïtienne (27%) en comparaison à celle pour l'ensemble de la population de Montréal. Cela mérite d'être pris en considération quand on élabore sur la problématique des jeunes de cette communauté. Il faut aussi signaler le nombre peu élevé de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population haïtienne (2 985 : 5,5%) en regard de celui de l'ensemble de la population de Montréal (295 215 : 16%).

3. Répartition spatiale à Montréal

[Retour à la table des matières](#)

Comment se répartissent les 55 000 personnes (chiffre approximatif) de la communauté haïtienne de Montréal dans les 27 arrondissements ? Quels sont les 10 arrondissements de forte concentration haïtienne et les 10 arrondissements de faible concentration haïtienne ?

3.1 Dix arrondissements de forte concentration

Nous appelons arrondissement de forte concentration haïtienne un arrondissement où le pourcentage d'Haïtiens et d'Haïtiennes dans cet arrondissement dépasse le pourcentage de cette communauté pour l'ensemble de la population de Montréal, c'est-à-dire 3%.

Les chiffres dont nous nous servons viennent, en partie, de données du Service de développement économique et de développement urbain de la Ville [37] de Montréal. Le problème, c'est que ce service utilise une formule qui ne tient compte que des Haïtiens et Haïtiennes ayant déclaré avoir uniquement des ancêtres d'origine haïtienne (réponse unique) et ainsi ignore les autres Haïtiens et Haïtiennes ayant déclaré avoir des ancêtres d'origine haïtienne et d'autres origines (réponse multiple). D'après les données du dernier recensement de Statistique-Canada (2001) environ 48 000 personnes appartiennent à la communauté haïtienne selon une réponse unique et environ 54 500 personnes selon une réponse unique et multiple. Autrement dit le nombre réel d'Haïtiens et d'Haïtiennes dans ces arrondissements est plus élevé que les chiffres fournis par le Service de développement économique et de développement urbain de la Ville de Montréal.

Voici en ordre décroissant les dix arrondissements de forte concentration haïtienne :

1. Montréal-Nord : 9 095 Haïtiens / Haïtiennes (13% de la population de cet arrondissement) ;
2. Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est : 7 750 (9,5%) ;
3. Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension : 10 755, (8,9%) ;
4. St. Léonard : 3 555 (6%) ;
5. Anjou : 1 420 (5%) ;
6. Ahuntsic : Cartierville, 4 245 (4,5%) ;
7. St. Laurent : 3 040 (4%) ;
8. Pierrefonds : 1 450 (3,9%) ;
9. Rosemont, Petite-Patrie : 3 160 (3,5%) ;
10. Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce : 4 200, (3,3%).

[38]

Il est à propos de noter que plus de la moitié de la population haïtienne de Montréal est concentrée dans trois arrondissements : Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles / Montréal-Est et Villeray / St. Michel / Parc-Extension. L'hypothèse serait que ces trois arrondissements contiendraient plus de 30 000 Haïtiens et Haïtiennes. Quel que soit le scénario envisagé la communauté haïtienne occupe le deuxième rang (après les Italiens) en ce qui concerne la concentration ethnique dans ces trois arrondissements.

3.2 Arrondissements de faible concentration

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui est frappant c'est le peu d'Haïtiens et d'Haïtiennes qui vivent dans l'ouest de la ville, c'est-à-dire à l'ouest de la rue St. Laurent. Voici les dix arrondissements de faible concentration haïtienne. Dans ces arrondissements le pourcentage des Haïtiens et Haïtiennes par rapport à la population de ces arrondissements atteint 1% ou moins.

1. Beaconsfield-Baie d'Urfé : 69 Haïtiens / Haïtiennes (0,3% de la population de cet arrondissement)
2. Westmount : 57(0,3%)
3. Kirkland : 80 (0,4%)
4. Île Bizard, Ste. Geneviève : 105 (0,5%)
5. Ville-Marie : 448 (0, 6%)
6. Dorval : 119 (0,7%)
7. Lachine : 320 (0,8%)
8. Lasalle : 750 (1%)
9. Pointe-Claire : 290 (1%)
10. Verdun : 6 10 (1%)

[39]

Tous ces Haïtiens / Haïtiennes de ces arrondissements de la ville de Montréal constituent-ils une communauté dont la dimension socio-culturelle soit spécifique en regard du système social ambiant ?

[41]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

Chapitre 3

Dimension socio-culturelle

[Retour à la table des matières](#)

Il faut répéter que le social est un domaine d'étude assez complexe où les conclusions à portée générale doivent être formulées avec beaucoup de prudence. Le problème c'est que la dimension socioculturelle de la communauté haïtienne de Montréal commande plusieurs paramètres. Il faut en relever les principaux ou les plus significatifs en fonction d'idées directrices ou d'un modèle de réalité sociale. Une fois ces principaux paramètres relevés il faut en construire une structure, c'est à dire la subordination d'éléments secondaires à des catégories principales. Nous avons dans le premier chapitre fait état d'un modèle de réalité sociale à cinq dimensions, à savoir :

- besoins ;
- guides / contraintes ;
- pratiques et comportement ;
- ressources / opportunités ;
- entités socio-spatiales.

[42]

Ces cinq dimensions sont intégrées dans un système de définition de la réalité sociale : les pratiques sociales et les comportements sont des actes de tentative de satisfaction ou de satisfaction de besoins selon des guides et avec des ressources dans les différentes entités socio-spatiales.

Pour la communauté haïtienne vivant dans l'entité socio-spatiale de Montréal nous avons relevé par induction analytique quinze aires de pratiques / comportements :

1. la famille ;
2. l'amour (ou le partenariat sexuel) ;
3. l'amitié ;
4. l'éducation / socialisation ;
5. la religion ;
6. l'usage des lieux publics ;
7. les massmedia ;
8. les arts, sports et loisirs ;
9. la déviance ;
10. l'action communautaire ;
11. la langue ;
12. la nourriture ;
13. le logement ;
14. l'habillement ;
15. le transport.

L'individu vit selon quatre principaux paramètres (domaine du socio-culturel) :

- a) dans des mini-milieus (famille, amitié, amour ou partenariat sexuel) ;
- b) dans des milieux intermédiaires de socialisation (religion, école, travail, action communautaire, sports / arts / loisirs) ;

[43]

- c) dans des maxi-milieus (mass media, langue, déviance. usage des lieux publics) ;
- d) et selon un modèle culturel de consommation (nourriture, logement, habillement, transport).

Pour chacun de ces quatre volets nous allons présenter :

- quelques données, si possible, tirées du dernier recensement de Statistique Canada (2001) et d'autres sources, d'une part ;
- quelques hypothèses sur les traits caractéristiques de la culture haïtienne (identité) et, parfois, les relations entre groupe haïtien et l'ensemble de la population (altérité) en relation aux différents thèmes abordés, d'autre part.

Ces hypothèses sont formulées à la suite d'entrevues semi-dirigées avec une dizaine d'Haïtiens / Haïtiennes travaillant dans les milieux communautaires et une dizaine de jeunes. Il ne s'agit pas d'échantillon représentatif en ce sens que les points de vue exprimés ne peuvent pas être automatiquement considérés comme ceux de l'ensemble de la population haïtienne de Montréal mais peuvent constituer une tendance à être vérifiée par d'autres recherches.

[44]

3.1 Thèmes de mini-milieus

[Retour à la table des matières](#)

Nous en retenons trois : la famille, l'amour et l'amitié.

3.1.1 La famille

Famille / Statut matrimonial

[Retour à la table des matières](#)

D'après le dernier recensement de Statistique Canada on peut avancer les chiffres suivants pour l'année 2001 :

- célibataires : il y a plus de célibataires dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (45% contre 42%) ;
- gens mariés : il y a moins de gens mariés dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (32% contre 38%) ;
- gens séparés : il y a deux fois plus de gens séparés dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (6% contre 3%) ;
- divorcés : il y a plus de divorcés dans la population haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (12% contre 10%) ;

[45]

- veufs : il y a moins de veufs / veuves dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (5% contre 7%) ;
- familles avec conjoints : il y a moins de familles avec conjoints dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (72% contre 79%) ;
- familles monoparentales : il y a plus de familles monoparentales dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal (28% contre 21%) ;
- taille de la famille : il n'y a pas de chiffres précis concernant la taille moyenne de la famille dans la communauté haïtienne de

Montréal ; vu que la taille moyenne des familles pour l'ensemble de la population de Montréal est de 2, 9 personnes l'hypothèse est qu'elle serait plus grande que 2, 9 personnes pour la communauté haïtienne.

Quelques éléments culturels

Ces éléments culturels ont trait à la famille, à l'amour et à l'amitié.

La famille

La famille désigne dans la langue courante deux réalités. D'un côté la famille comprend l'ensemble des individus qui sont liés par le sang et [46] l'alliance, c'est-à-dire la parentèle (l'ensemble des parents comme les oncles, cousins, frères, grands-parents, etc.), de l'autre elle représente le groupe domestique constitué de parents et de leur(s) enfant(s) (la famille nucléaire).

La parentèle haïtienne

À partir d'entrevues semi-dirigées avec un échantillon théorique et d'autres sources, il nous est permis de décanter cinq caractéristiques principales de la culture de la communauté haïtienne de Montréal reliées à la parentèle :

- a) la prééminence des lignées féminines ;
- b) la prééminence du volet ascendant ;
- c) l'importance de la cohabitation avec les parents âgés ;
- d) la prééminence de l'assistance matérielle sur l'assistance affective ;
- e) la tendance à l'infantilisation des parents âgés.

a / La prééminence des lignées féminines

L'hypothèse serait que le lien mère, grand-mère / fils ou fille serait plus important en ce qui concerne l'observation de normes, de coutumes que le lien père, grand-père / fils ou fille. Du moins cette prééminence serait plus sensible du côté des familles haïtiennes que du côté des familles québécoises de souche. Cela ne serait pas indifférent à la surreprésentation de familles monoparentales dans la communauté [47] haïtienne de Montréal. Pour surmonter les contraintes contradictoires de leur métier / profession et de leurs tâches éducatives, un grand nombre de mères célibataires haïtiennes font fréquemment appel à leur mère pour les aider. Souvent ce sont les grands-mères ou mères qui prennent l'initiative de réunions familiales. Il est à propos d'ajouter qu'à Montréal les deux tiers des personnes âgées de 65 ans et plus sont des femmes.

b / la prééminence du volet ascendant

À cause de l'amélioration de l'espérance de vie les générations coexistantes sont plus nombreuses. Trois générations peuvent coexister, ce qui pose le problème de relations entre collatéraux et ascendants / descendants. L'hypothèse serait que dans la communauté haïtienne plus que dans la communauté québécoise de souche le volet ascendant / descendant serait plus significatif que le volet collatéral. Par exemple l'obligation d'aide dans la communauté haïtienne est beaucoup plus forte pour un père ou une mère que pour un frère ou une sœur, pour un grand-père que pour un cousin ou une cousine. En vertu de l'éclatement géographique de la parentèle haïtienne en Haïti, à Boston, à Miami, à New-York et ailleurs, le problème de relations préférentielles se pose particulièrement pour les Haïtiens / Haïtiennes de Montréal. Il semblerait, pour la communauté haïtienne, que visiter une grand-mère à Boston, par exemple, serait plus obligatoire que visiter une cousine à Miami.

[48]

c / cohabitation parents / grands-parents

Selon le dernier recensement de Statistique Canada (2001) environ les trois-quarts des Haïtiens / Haïtiennes de Montréal âgés de 75 ans et plus sont des femmes. S'il est impossible de savoir le pourcentage de ces personnes fréquentant un centre d'accueil, l'hypothèse serait que les personnes âgées des communautés haïtienne et italienne y seraient, en terme de pourcentage par rapport à leur population respective, beaucoup moins présentes. Même dans le contexte de Montréal -qui est après tout baigné dans le contexte nord-américain- les Haïtiens / Haïtiennes ne sont pas enclins à envoyer leurs parents âgés dans des centres d'accueil. S'ils sont obligés à le faire en dernier recours, ils se font un devoir de visiter leurs parents âgés assez régulièrement.

d / prééminence de l'assistance matérielle sur l'assistance affective

En Haïti il n'existe ni assurance chômage, ni assurance maladie, ni système de sécurité sociale. La famille au sens de parentèle est souvent l'ultime rempart de ceux qui se trouvent confrontés à un accident de la vie ou à la vieillesse. L'importance de cette aide matérielle hanterait les Haïtiens / Haïtiennes, même s'ils sont transplantés dans un système de sécurité sociale de premier plan. Cela aurait tendance à subsidier l'assistance affective. Les aides financières entre parents peuvent prendre la forme de dons ou de prêts. Dans la culture haïtienne il importe plus d'aider financièrement un parent que de l'affectionner. Assister financièrement un grand-parent, un neveu ou un [49] cousin, qu'il soit à Montréal ou en Haïti, compte davantage que l'assister affectivement.

e / tendance à l'infantilisation des parents âgés

L'hypothèse serait que les Haïtiens / Haïtiennes accorderaient moins d'autonomie à leurs parents âgés. que les gens de la communauté québécoise de souche. Ils auraient tendance à considérer leurs parents très âgés comme incapables de prendre par eux-mêmes des décisions importantes telles que retourner en Haïti, subir une opération chirurgicale. Les grands-mères haïtiennes rendent de multiples services à leurs enfants adultes, au premier rang desquels vient la garde de leurs petits-enfants, ce qui rendrait leur présence à Montréal plus rentable pour les familles monoparentales et les familles biparentales où les deux parents travaillent.

Ces cinq caractéristiques de la culture haïtienne en relation à la parentèle ne sont pas exhaustives et doivent être considérées comme des propositions hypothétiques, c'est-à-dire des propositions se situant au niveau de possibilité ou même de probabilité. C'est avec ce même objectif que nous abordons l'analyse des caractéristiques de la culture de la communauté haïtienne de Montréal en relation à la famille nucléaire.

[50]

La famille nucléaire haïtienne

En ce qui concerne la famille au sens restreint on peut considérer deux volets : les relations entre époux et les relations parents / enfants.

Les relations entre époux (et beaux-parents)

Les relations entre époux peuvent se faire dans trois types de cadre conjugal :

- le mariage ;
- l'union libre ;
- la famille reconstituée.

Selon le dernier recensement de Statistique Canada (2001) la communauté haïtienne contient moins de personnes vivant en union libre que l'ensemble de la population de Montréal et moins de personnes mariées :

Union libre :

- population de Montréal :	12%
- population haïtienne :	5%

Personnes mariées :

- population de Montréal :	38%
- population haïtienne :	32%.

[51]

En ce qui concerne les familles reconstituées il semblerait qu'elles soient beaucoup moins nombreuses dans la communauté haïtienne que dans l'ensemble de la population de Montréal. Quelles sont les principales caractéristiques de la culture haïtienne en rapport aux relations entre époux quel que soit le type de cadre conjugal dans lequel ils vivent ?

À cet égard on peut élaborer des discussions autour de quatre thèmes principaux :

- l'autonomie ;
- le partage de tâches ;
- la violence ;
- la belle famille.

Ces quatre thèmes peuvent constituer les principaux axes d'analyse des rapports entre époux.

L'autonomie

C'est quoi l'autonomie ? L'autonomie c'est la situation où les deux époux conservent une certaine marge d'indépendance par rapport à l'autre en ce qui concerne leurs façons de dépenser, d'épargner, d'organiser leurs loisirs, etc.

Si nous nous basons sur les entrevues semi-dirigées avec une dizaine de personnes (échantillon théorique et non représentatif) et quelques éléments de littérature il semblerait qu'il faille tenir compte de trois variables de différenciation : le statut socio-économique, le groupe ethnique et le cadre conjugal.

[52]

Les relations entre époux haïtiens auraient plus de chances d'être basées sur l'autonomie quand la femme a un statut socio-économique élevé. À l'inverse ces relations ne seraient pas plus autonomes quand l'époux a un statut socio-économique élevé.

Sans pouvoir préciser le pourcentage, il y a un nombre appréciable de couples formés par un Haïtien et une Québécoise de souche. L'hypothèse serait que les relations dans ces couples soient relativement plus basées sur l'autonomie que dans les couples ethniquement homogènes.

Cette même hypothèse peut être formulée en ce qui concerne les couples haïtiens en union libre. Ils se sentiraient moins astreints à se rendre compte l'un à l'autre dans les cas d'union libre que dans ceux du mariage.

Toujours est-il que si on reste au niveau de tendance générale on peut avancer l'hypothèse d'un trait culturel selon lequel les Haïtiens / Haïtiennes accorderaient plus d'importance à l'interdépendance conjugale que les Québécois / Québécoises de souche.

Le partage de tâches

Les principales tâches à accomplir diffèrent selon la présence ou non d'enfants, surtout d'enfants à bas âge. Qu'il s'agisse d'entretien de maison, de préparation de nourriture, de lavage de vêtements, de lavage de vaisselles, les travaux ménagers sont-ils l'apanage des femmes ? La garde des enfants, les soins aux petits enfants reviennent-ils aux femmes ? Peut-on dire que les travaux ménagers et les soins aux petits enfants, d'après un trait culturel haïtien, reviendraient obligatoirement aux femmes ? Si on tient [53] compte de certains sous-groupes, la réponse pourrait être affirmative. Quel que soit le groupe ethnique considéré il est possible de trouver des sous-groupes trouvant normal que ces tâches doivent appartenir aux femmes. Toujours est-il qu'un sous-groupe haïtien non-scolarisé, fraîchement arrivé au Canada, à statut socio-économique défavorisé pourrait croire que ces tâches sont spécifiquement féminines.

Ce qu'on peut avancer comme hypothèse c'est que les Haïtiens / Haïtiennes auraient tendance, plus que les Québécois / Québécoises, à considérer la garde d'enfants et les soins aux petits enfants comme des tâches spécifiquement féminines.

La violence

La violence conjugale ou la violence de l'homme sur la femme est-elle une caractéristique de la culture haïtienne ? Il faut remarquer que la problématique de la violence de l'homme sur la femme dans un couple est assez documentée. Qu'il s'agisse de violence physique ou verbale dans un couple, il faut considérer plusieurs facteurs et différents contextes.

Dans le quartier de Saint-Michel à Montréal les travailleurs sociaux auraient noté une surreprésentation de cas de violence conjugale impliquant des Haïtiens en rapport au pourcentage d'Haïtiens / Haïtiennes dans ce quartier. Par contre il y aurait une sous-représentation de cas de violence conjugale impliquant des Haïtiens /

Haïtiennes dans l'arrondissement Rosemont / Petite-Patrie. Si on considère la non-violence en tant que valeur en tant qu'objectif à atteindre, on peut avancer qu'elle est une caractéristique de la culture des Haïtiens / Haïtiennes de Montréal.

[54]

Il y a un problème d'interprétation culturelle au sujet de la violence verbale. Il se pourrait que les Haïtiens / Haïtiennes ne qualifient pas de violence verbale quelques expressions adressées au partenaire, expressions jugées offensantes, peut-être par les Québécois / Québécoises de souche. L'hypothèse serait que le degré de permissivité réciproque dû à l'intimité conjugale serait plus élevé dans la culture de la communauté haïtienne que dans celle de la communauté québécoise de souche.

La belle-famille

En parlant de la parentèle nous avons fait mention de la prééminence du volet « ascendant / descendant » sur le volet « collatéral », dans la culture haïtienne. On pourrait aussi parler de la prééminence du volet « sang » sur le volet « alliance » en ce qui concerne les facteurs de relations préférentielles dans les familles haïtiennes. Un mariage ou une union libre implique, par l'intermédiaire du couple, des relations entre deux familles. Le mari haïtien aurait tendance à avoir plus de relations avec son frère qu'avec la mère de son épouse. En vertu de la prééminence de la lignée ascendante dans la culture haïtienne ce même mari aurait tendance à avoir plus de relations avec la mère de son épouse qu'avec le frère de celle-ci.

Quand il s'agit de cas d'union libre l'obligation réciproque de relations avec la belle famille serait moins forte que pour les cas de mariages. D'autre part il semblerait que la femme soit plus attachée à sa belle famille que le mari et que l'initiative de réunion des deux familles viendrait davantage d'elle.

[55]

Ces considérations autour des quatre axes d'analyse des relations entre parents (et beaux-parents) - autonomie, partage des tâches, vio-

lence et belle famille - ne sont que quelques éléments culturels reliés aux relations entre époux haïtiens (et beaux parents)

Relations parents / enfants

Est-ce vrai que les parents haïtiens

- ne traitent pas leurs enfants en « grands garçons » ou « grandes filles » ?
- soit ne s'intéressent pas du tout à leurs travaux scolaires, soit, s'en intéressent trop ?
- se fâchent indûment contre eux ?
- sont jamais vraiment satisfaits ?
- sont trop sévères (trop d'interdits) ?
- parlent trop des défauts de leurs enfants devant des amis ou des parents ?
- ont tendance à critiquer le moindre geste de leurs enfants ?
- ne s'entendent souvent pas entre eux sur la façon de les éduquer ?
- giflent ou tapent leurs enfants ?
- refusent de laisser leurs enfants choisir en toute liberté une option de carrière ?
- veulent que leurs enfants deviennent des professionnels (médecins, avocats, ingénieurs, ...) ?

[56]

- ne veulent pas entendre parler de métier (mécanicien, ferblantier, ...) pour leurs enfants ?
- se mêlent trop des affaires de leurs enfants ?
- s'occupent trop du choix des camarades de leurs enfants ?
- refusent de parler de sexe avec leurs enfants ?

- ne veulent pas que leurs filles fréquentent des garçons avant 18 ans ?
- ne veulent pas que leurs filles fréquentent des Québécois de souche ?
- établissent un couvre-feu pour leurs enfants en fonction de leur sexe ?
- deviennent nerveux quand leurs enfants n'obéissent pas immédiatement ?
- n'aiment : pas jouer avec leurs enfants ?
- soit sont trop fiers, soit ne sont pas du tout fiers de leurs enfants ?
- sont fiers de donner de l'argent de poche à leurs enfants ?
- sont fiers d'acheter à leurs enfants des vêtements de qualité ou même « griffés » ?
- ne parlent pas assez à leurs enfants des coutumes, de l'histoire d'Haïti ?
- ne sont pas tellement intéressés à la coloration spécifiquement haïtienne de la culture de leurs enfants (que les enfants parlent créole, par exemple) ?

[57]

Est-ce vrai que les jeunes Haïtiens

- ne confient pas assez leurs soucis à leurs parents ?
- ne parlent pas assez de leurs projets à leurs parents ?
- vont aller voir l'autre en cas de refus d'un parent' ?
- n'aiment pas participer aux travaux ménagers
- n'aiment pas travailler ou jouer en compagnie de leurs parents ?
- rouspètent trop souvent face aux interdits parentaux ?

- ne sont pas enclins à présenter leurs amis à leurs parents ?
- ont tendance à cacher à leurs parents la nature et les coordonnées de leurs rendez-vous ?
- exigent trop souvent de leurs parents de l'argent de poche ?
- ne parlent pas assez à leurs parents au sujet d'une éventuelle dualité culturelle problématique ?

Les relations parents / enfants impliquent une multitude de variables : statut socio-économique, homogénéité ethnique parentale, monoparentalité, réseaux sociaux des parents et des enfants, etc. Nous ne cesserons pas de répéter que la réalité sociale est complexe et multidimensionnelle. Pour ne pas s'y perdre il faut tenter de la structurer en dimensions principales. En ce qui concerne les relations parents / [58] enfants les quatre principales aires de préoccupation sont :

- l'activité scolaire des enfants ;
- les camarades des enfants ;
- les amis de cœur des enfants ;
- l'assistance matérielle aux enfants.

Pour ces quatre variables il faut considérer une variable transversale : la variable de l'assistance affective. Cette assistance affective renvoie à la qualité et à la quantité des relations entre les parents et les enfants. Les enfants doivent sentir qu'ils sont aimés, qu'on leur envoie à cet effet non seulement des messages dits, mais surtout des messages agis. Autrement dit ils doivent décoder les mille et un gestes de leurs parents comme des gestes bien intentionnés.

Les trente-cinq propositions que nous avons dégagées par interprétation (approche herméneutique) à la suite d'entrevues semi-dirigées avec une dizaine d'adultes haïtiens et une dizaine de jeunes âgés de 10 à 16 ans (dont cinq sont nés en Haïti et cinq au Canada) ne sont que des éléments de formulation d'hypothèses.

Il se pourrait que plus que les Québécois de souche, les parents haïtiens exigent plus de rendement scolaire de leurs enfants

En ce qui concerne le choix et les modalités de fréquentation des camarades de leurs enfants de sexe masculin, il n'y aurait pas de différence sensible entre les deux cultures.

L'hypothèse serait que les Haïtiens / Haïtiennes auraient une attitude de méfiance, de surprotection quant aux relations amoureuses de leurs enfants mineurs de sexe féminin.

[59]

En d'autres termes, plus que les Québécois / Québécoises de souche, les Haïtiens / Haïtiennes auraient tendance à minimiser la capacité des jeunes du sexe féminin à gérer, sans danger, leurs élans sexuels.

Pour ce qui est de l'assistance matérielle, il se pourrait que les Haïtiens / Haïtiennes en comparaison avec les Québécois / Québécoises, donnent plus d'importance à l'assistance matérielle.

Enfin quant à la variable transversale de la nature des relations parents / enfants, l'hypothèse serait que l'autorité parentale haïtienne serait teintée de :

- envahissante ;
- impatiente ;
- exigeante.

Peut-on parler hypothétiquement (possiblement, probablement) d'une spécificité de la culture haïtienne en ce qui a trait à la famille ? Autrement dit y a-t-il une différence notable entre les valeurs, normes sociales et modalités de comportement des Haïtiens / Haïtiennes et celles des Québécois / Québécoises (pôle de comparaison) en ce qui a trait à la famille ?

Si on se réfère au modèle de réalité sociale que nous avons proposé (pratiques, besoins, guides, ressources, entités socio-spatiales) on peut dire qu'il n'y a pas de différence entre les deux cultures en ce qui concerne les besoins des familles (besoins matériels, besoins d'estime de soi et de considération sociale). Si quelques pratiques peuvent être différentes il faut regarder du côté des ressources et, à un moindre degré, du côté des guides. Les familles monoparentales et défavorisées

socio-économiquement, qu'elles [60] soient haïtiennes ou québécoises de souche, dans le contexte précis de l'entité socio-spatiale de Montréal, utilisant le même répertoire de ressources, partagent les mêmes modalités d'application du guide « Sécurité et Développement de l'enfant », c'est-à-dire des modalités déficientes.

3.1.2 L'amour

[Retour à la table des matières](#)

Que veut dire « aimer » ? On tient souvent l'amour comme un sentiment parmi d'autres. Il est pourtant douteux que les mots « Je l'aime » expriment le même genre de vécus dans la bouche d'un adolescent, d'une adolescente, d'une personne de 80 ans, d'un Américain, d'un Haïtien, d'une Haïtienne, d'un hétérosexuel, d'un homosexuel, d'une musulmane. Le terme « amour » implique une multitude de notions : intérêt, surprise, stupeur, attendrissement, ravissement, convoitise, séduction, attraction, désir, fièvre, jouissance, tendresse, curiosité, confiance, compréhension, complicité, respect, esthétique, admiration, fascination, vénération, compassion, solidarité, fusion, souci de l'autre, impatience, joie, nervosité, embarras, timidité, confusion, anxiété, peur, suspicion, jalousie, souffrance.

Comment peut-on caractériser principalement la culture de la communauté haïtienne de Montréal en ce qui concerne l'amour et la sexualité ? Pour aborder cette problématique nous considérons trois thèmes :

- quelques variables de l'amour / sexualité ;
- le choix des partenaires ;
- les valeurs / normes de l'amour et de la sexualité.

[61]

Quelques variables de l'amour

Il nous semble que les Haïtiens / Haïtiennes distinguent le partenariat en amour du partenariat en sexualité. D'autres variables peuvent être considérées : la présence d'enfants, l'âge, la cohabitation, le genre (masculin ou féminin).

La présence ou l'absence d'enfant est un paramètre à considérer en tant que dimension présomptive de l'amour des parents. Il y a plus de chances que la liaison entre deux personnes ayant en commun des enfants ou même un enfant soit plus forte que celle liant deux personnes sans enfant. À cet égard l'amour est considéré comme une forme de vie. Cette forme de vie peut être englobante ou spécifique (étroitement circonscrite à certaines occasions).

Dans la culture haïtienne on associe souvent la passion de l'amour à la jeunesse. Les Haïtiens / Haïtiennes auraient plus de difficultés que les Québécois / Québécoises à comprendre la passion amoureuse de deux personnes de 80 ans, par exemple. Selon eux la variante paisible de l'amour correspondrait aux personnes âgées et la variante débridée aux jeunes personnes..

La cohabitation dans la culture haïtienne est un signe qu'on est en présence d'une variante englobante de l'amour. Si on reste ensemble, c'est que c'est plus ou moins sérieux. Il y aurait alors plus de chances que la relation ne soit pas uniquement basée sur la sexualité.

Plus que dans la culture québécoise, l'un des traits caractéristiques de la culture haïtienne serait que les hommes seraient plus attachés à la sexualité que les femmes qui, elles, seraient plus enclines que les hommes à vivre un amour sans sexualité.

[62]

L'on voit que l'amour / sexualité est une construction culturelle complexe qui mêlent un certain nombre de dimensions qui, dans d'autres cultures, ont pu être dissociées. Pour la culture haïtienne les dimensions « cohabitation », « présence / absence d'enfants », « âge », « sexe » ne sont que quelques-unes parmi d'autres.

Le choix des partenaires

Quels sont les éléments éthiques et socialement normatifs de la culture de la communauté haïtienne de Montréal en ce qui a trait au choix des partenaires en amour et / ou en sexualité ?

À cet égard on peut considérer six thèmes :

- le statut conjugal / marital ;
- l'âge ;
- la parenté ;
- le statut socio-économique ;
- le sexe ;
- le groupe ethnique ;
- Le statut conjugal / marital.

On ne peut pas choisir un partenaire sexuel ou amoureux, selon les canons de la culture haïtienne, sans tenir compte de son statut marital (célibataire, marié(e), vivant en union libre). Cette précaution est plus contraignante pour la femme que pour l'homme. Une femme mariée haïtienne serait socialement mal vue si elle avait des relations amoureuses ou sexuelles avec un homme, marié ou non. Cette réprobation serait moindre si cette femme vivait en union libre avec [63] un homme. Ce n'est pas que la culture haïtienne applaudit à l'infidélité conjugale de l'homme. La nuance c'est que cette infidélité conjugale de l'homme attirerait moins de réprobation sociale que celle de la femme. Cette attitude différentielle en fonction du sexe serait plus remarquable dans la culture haïtienne que dans la culture québécoise.

L'âge

Trois types de considérations peuvent être évoqués quant à l'âge des partenaires choisis : la différence d'âge, l'âge minimum, l'âge maximum.

Il semblerait que l'écart d'âge entre les partenaires sexuels ou amoureux socialement acceptable soit moins prononcé pour les Haïtiens / Haïtiennes que pour les Québécois / Québécoises de souche. Comme pour le statut conjugal / matrimonial la variable « sexe » entre en ligne de compte quand il s'agit d'évaluer le degré d'acceptation sociale de cet écart. Là où les Haïtiens / Haïtiennes accepteraient des relations amoureuses ou sexuelles entre un Haïtien de 60 ans et une Haïtienne de 30 ans, ce ne serait pas le cas face aux relations d'une Haïtienne de 60 ans et d'un Haïtien de 30 ans. Là où les Québécois / Québécoises accepteraient une différence d'âge de 35 ans, par exemple, les Haïtiens / Haïtiennes n'auraient pas une telle attitude. Ceux-ci auraient jugé cet écart trop prononcé.

Pour avoir des relations amoureuses ou sexuelles, quel est l'âge minimum et maximum culturellement acceptable pour la communauté haïtienne de Montréal ? Sans pouvoir avancer des chiffres, même hypothétiques, disons que l'hypothèse serait que [64] la culture haïtienne approuverait socialement un minimum d'âge plus élevé et un maximum d'âge plus bas que la culture québécoise. Si selon les canons de la culture québécoise un homme peut choisir une jeune de 16 ans comme partenaire amoureux ou sexuel, pour la culture haïtienne cette jeune fille serait jugée non-précoce pour un tel partenariat. Si un homme de 80 ans est en droit d'avoir des relations amoureuses ou sexuelles avec qui bon lui semble pour la culture québécoise, une telle liberté à un âge si avancé serait jugée non-recevable selon les canons de la culture haïtienne.

La parenté

Un homme peut-il avoir des relations amoureuses ou sexuelles avec sa mère, sa sœur, sa fille, sa cousine, sa tante, sa petite-fille ? Une femme peut-elle avoir ces relations avec son père, son frère, son fils, son cousin, son oncle, son petit-fils ? Et pour la culture québécoise et pour la culture haïtienne la réponse, c'est non. Pourrait-on quand même déceler quelques différences en termes de nuances entre les deux cultures ? On pourrait avancer l'hypothèse que les interdits d'ordre incestueux puissent être plus contraignants pour les Haïtiens / Haïtiennes que pour les Québécois / Québécoises.

[65]

Le statut socio-économique

Nous ne pensons pas qu'on puisse évacuer la problématique du statut socio-économique quand on aborde le thème de choix de partenaires amoureux et sexuels. Du moins pas pour une communauté originant d'un espace socio-géographique où l'opulence matérielle d'une minorité proportionnellement insignifiante fait rêver une majorité luttant pour la satisfaction des besoins primaires.

S'il est culturellement acceptable qu'une femme haïtienne choisisse un homme comme partenaire amoureux principalement en fonction du statut socio-économique de celui-ci, tel n'est pas le cas pour un Haïtien qui aurait jeté son dévolu sur une femme en raison principalement de l'aisance matérielle de celle-ci. Il se pourrait même que cette attitude différentielle en fonction du sexe de la personne qui choisit soit plus accentuée du côté haïtien que du côté québécois.

Il est à se demander si à Montréal les jeunes Haïtiennes choisissent leurs partenaires amoureux et sexuels principalement en raison du statut socio-économique de ceux-ci. Nous ne pouvons pas formuler une hypothèse à cet effet. Cependant il se pourrait que certains parents haïtiens en nombre plus ou moins significatif fassent valoir subtilement à leurs filles l'importance de choisir un partenaire amoureux (un mari potentiel) issu d'une famille à statut socio-économique élevé.

[66]

Le sexe

L'hypothèse est que l'homosexualité ne serait pas un phénomène accepté dans la culture haïtienne. Autrement dit le choix d'un partenaire amoureux ou sexuel du même sexe serait culturellement dévalorisé. En tout cas alors que les Québécois / Québécoises, en forte majorité, acceptent les relations sexuelles ou amoureuses homosexuelles,

les Haïtiens / Haïtiennes de Montréal ne seraient pas arrivés à ce niveau de tolérance. D'ailleurs les représentations sociales de certains milieux haïtiens en rapport à l'homosexualité seraient axées sur des propositions telles que : « les homosexuels ne sont pas des êtres normaux », « les homosexuels sont des victimes de sorcellerie », « les homosexuels sont des rejetés du royaume des cieux ». S'il existe des cas d'homosexualité dans la communauté haïtienne, non seulement ne sont-ils pas nombreux, mais surtout ils seraient frappés d'ostracisme.

Le groupe ethnique

À Montréal, il existe un nombre significatif de partenariat amoureux / sexuel bi-ethnique. En particulier un nombre significatif d'Haïtiens ont des relations amoureuses ou sexuelles avec des Québécoises. Dans les quartiers de Saint-Michel, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies, là où la surreprésentation de la communauté haïtienne en terme de pourcentage par rapport à l'ensemble de la population de Montréal est attestée par le dernier recensement de Statistique-Canada (2001), les cas de partenariat amoureux / sexuel impliquant des Haïtiens et des Québécoises voisinaient le millier. Dans quatre des écoles secondaires [67] de ces trois quartiers où les jeunes Haïtiens / Haïtiennes représenteraient 15% de l'ensemble de l'effectif scolaire 8% des jeunes Haïtiens de 14 à 17 ans seraient impliqués dans un partenariat amoureux / sexuel avec une jeune Québécoise.

Il semblerait que les relations amoureuses et sexuelles entre un Haïtien et une Québécoise soient culturellement acceptables. Cela, l'est-il également de la part des Haïtiens et des Haïtiennes ? Il se pourrait que cette situation de mixage soit moins acceptable du côté des Haïtiennes.

Les relations amoureuses et sexuelles entre une Haïtienne et un Québécois seraient moins acceptables dans la communauté haïtienne que celles entre un Haïtien et une Québécoise. Il faut préciser que ces types de mixage peuvent s'inscrire dans la problématique des relations entre Noirs et Blancs et ainsi interpeller le problème de la discrimination raciale à Montréal. La question à poser est la suivante : sur quoi peut-on se baser pour avancer qu'il n'y aurait pas à Montréal de dis-

crimination raciale dans le domaine du partenariat amoureux sexuel ? Tout ce que nous nous contentons de dire à ce sujet, c'est qu'on ne peut pas se baser sur quelques cas de mixage ethnique pour conclure à l'existence de la non-discrimination.

Les valeurs normes et pratique de l'amour sexualité

Il est à propos de faire une différence entre des relations stables qui s'étirent un peu dans le temps et des relations non-stables, occasionnelles. Il faut aussi distinguer les relations principalement axées sur l'amour des relations axées principalement sur la satisfaction [68] sexuelle. L'amour, c'est un élan généreux par lequel les deux partenaires se rencontrent dans une communion dont l'enjeu ne renvoie qu'en partie à la satisfaction sexuelle. L'amour peut exister là où il n'y a pas de relations sexuelles. Quand on veut aborder valablement la problématique des valeurs et des normes de l'amour / sexualité en tant qu'éléments culturels de la communauté haïtienne de Montréal - ou de tout autre groupe ethnique-il faut faire mention de la complexité d'un tel domaine d'agir humain.

Quand on, parle de valeurs, de normes on est au niveau de ce qui est désirable, souhaitable, acceptable pour un groupe ethnique bien spécifique. Le problème, c'est qu'il y a deux principales modalités de détermination des éléments culturels d'un groupe ethnique : la détermination des éléments culturels par le groupe ethnique lui-même (l'auto-détermination.) et la détermination de ces mêmes éléments culturels par l'environnement social dans lequel vit le groupe ethnique (l'hétéro-détermination). Pour plusieurs raisons ces deux types de détermination peuvent même être contradictoires.

Il y a deux types de culture, une culture normative (ce qui est souhaitable, acceptable pour un groupe ethnique ou un environnement social spécifique) et une culture comportementale (ce que fait effectivement ce groupe). Ce qui nous conduit à poser les questions suivantes.

Pour les Haïtiens / Haïtiennes de Montréal eux-mêmes qu'est-ce qui est souhaitable, acceptable de faire en amour et en sexualité ?

Pour les Haïtiens / Haïtiennes eux-mêmes comment les Haïtiens / Haïtiennes eux-mêmes se comportent - ils effectivement en amour et en sexualité ?

[69]

Pour les personnes vivant à Montréal, en particulier les Québécois et Québécoises de souche comment les Haïtiens et les Haïtiennes se comportent-ils effectivement en amour et en sexualité ?

Chacune de ces questions constitue un programme de recherche avec des choix bien précis au niveau des idées directrices et des hypothèses, car l'amour / sexualité est trop complexe et renvoie à trop de dimensions interreliées pour pouvoir l'analyser d'une façon exhaustive.

Aussi contentons-nous d'émettre quelques hypothèses-énoncés requérant des démarches de tentative de confirmation.

Est-ce vrai que pour les Haïtiens / Haïtiennes les valeurs et normes en amour et en sexualité seraient les suivantes ?

- fidélité en amour ;
- entraide, surtout matérielle, en amour ;
- restriction importante de l'autonomie réciproque en amour.

Il faut mentionner que quatre variables doivent être prises en compte en ce qui concerne les modalités d'application de ces trois valeurs-normes :

- ces valeurs-normes ne s'appliqueraient pas pour les relations occasionnelles et les relations axées principalement sur la satisfaction sexuelle (nature des relations) ;
- ces valeurs-normes seraient plus contraignantes pour les unions en mariage que pour les unions libres (statut institutionnel) ;

[70]

- ces valeurs-normes seraient plus contraignantes pour les cas de cohabitation que pour les cas de non-cohabitation (cohabitation).
- en ce qui concerne la variable « sexe » :
 - la valeur-norme fidélité en amour serait plus contraignante pour la femme que pour l'homme ;
 - la valeur entraide serait plus contraignante pour l'homme que pour la femme ;
 - la valeur « restriction de l'autonomie » serait plus contraignante pour la femme que pour l'homme.

Selon les Haïtiens / Haïtiennes eux-mêmes, comment se comportent-ils en amour et en sexualité ?

Il semblerait que les Haïtiens, plus que les Haïtiennes, ne soient pas fidèles en amour ou, plus précisément : les Québécois seraient plus fidèles en amour que les Haïtiens alors que les Haïtiennes seraient plus fidèles en amour que les Québécoises.

Les Québécois et Québécoises seraient-ils d'accord avec ces énoncés ?

L'hypothèse est que le sous-groupe des Québécoises ayant une connaissance expérientielle de la modalité haïtienne de la pratique de l'amour seraient enclines à croire que les Québécois seraient plus fidèles en amour que les Haïtiens.

[71]

En ce qui concerne la sexualité, l'hypothèse est que, d'après le sous-groupe de Québécoises mentionné ci-haut, les Haïtiens seraient plus performants sexuellement que les Québécois. Il faut préciser que l'hétéro-détermination des caractéristiques culturelles de la pratique en amour et en sexualité des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal doit dépendre de plusieurs types de connaissance, à savoir :

- connaissance expérientielle (connaissance par expérience) ;
- connaissance para-expérientielle (connaissance par expérience d'un proche ;
- connaissance par informations (connaissance seulement à la suite de réception d'informations pertinentes).

Ces considérations sur la détermination des caractéristiques de la culture et du comportement des Haïtiens et des Haïtiennes de Montréal en ce qui a trait à l'amour sont aussi valables pour le phénomène de l'amitié.

3.1.3 L'amitié

[Retour à la table des matières](#)

Comme la famille et l'amour l'amitié constitue une institution de socialisation de premier plan. Quelle est la spécificité culturelle des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal en ce qui concerne l'amitié ? Pour répondre à cette question nous considérons deux dimensions de l'amitié : le choix des partenaires en amitié et les valeurs de l'amitié.

[72]

Le choix des partenaires

Comme en amour le choix des partenaires en amitié ne se fait pas au hasard. et obéit à des modèles culturels. Une question primordiale mérite d'être posée pour le contexte multiethnique de Montréal. Peut-on dire que, d'une façon générale, les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal ont des amis qui sont d'origine ethnique autre que haïtienne. À ce sujet on ne peut pas éviter la problématique de la discrimination raciale. Il est opportun de se poser la question suivante : Est-ce que la discrimination raciale constitue un facteur empêchant aux Haïtiens / Haïtiennes de choisir des Québécoises ou des Québécois comme des

amis ? Est-ce que les Québécois et Québécoises, à cause du racisme, refusent de choisir les Haïtiens et Haïtiennes comme amis ? Si le refus vient surtout du côté haïtien, cela voudra dire que la culture haïtienne dans le domaine de l'amitié a une tendance endogène. Si ce refus vient surtout du côté québécois cela signifiera que la culture québécoise a une tendance à la fermeture ou de préférence à une tendance à la fermeture au groupe ethno-racial des Noirs dans le domaine de l'amitié. Aborder cette question avec un minimum de profondeur implique la prise en compte de plusieurs variables.

Une première variable renvoie à l'essence de la culture haïtienne en ce qui concerne la fermeture ou l'ouverture au partenariat en amitié avec un autre groupe ethnique, en particulier, avec le groupe ethno-racial des Blancs. Jusqu'à preuve du contraire on ne peut pas se baser sur plusieurs confirmations d'hypothèses pour attester que les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal sont en grande majorité et systématiquement réfractaires à l'amitié avec les Québécois et Québécoises de souche.

[73]

Une deuxième variable a trait à une caractéristique principale de la culture québécoise quant à l'ouverture ou à la fermeture au partenariat en amitié avec les Noirs. Le Québec n'a pas encore une longue histoire de coexistence spatiale avec un nombre significatif de Noirs (à la différence des États-Unis) pour pouvoir être évalué valablement en termes de fermeture / ouverture à l'amitié avec les Noirs. On doit, en toute justice, avancer l'hypothèse que la culture québécoise ne se recommanderait pas systématiquement par la fermeture à l'amitié avec les Haïtiens et Haïtiennes.

Une troisième variable fait référence aux divers champs d'éligibilité en ce qui a trait à l'amitié. Autrement dit c'est la nature et la fréquence des occasions de contact qui convertissent les connaissances en amis si toutefois les cultures dont ils ressortissent ne sont pas systématiquement teintées de fermeture en ce qui concerne le partenariat en amitié.

Il semblerait qu'à Montréal il y ait trois principaux champs d'éligibilité en ce qui regarde le partenariat en amitié entre Haïtiens / Haïtiennes et Québécois / Québécoises :

- le milieu scolaire ;
- le milieu du travail ;
- le milieu de l'église.

Il semblerait que le milieu de l'église soit celui où les connaissances aient le plus de chances d'être converties en amis entre Haïtiens / Haïtiennes et Québécois / Québécoises de souche. En nous basant sur les entrevues semi-dirigées avec une dizaine d'Haïtiens / Haïtiennes impliqués dans le milieu communautaire et une dizaine de jeunes l'ordre décroissant [74] d'importance des milieux de contacts en ce qui regarde les possibilités de conversion de connaissances en amis serait le suivant :

- l'église ;
- l'école ;
- le travail.

Peut-on dégager un consensus, ne fût-ce qu'hypothétique, sur la différence entre une connaissance ou même un camarade et un ami ? Cette question fait allusion à la nature et aux valeurs de l'amitié en comparaison à celles des relations entre connaissances.

Nature et valeurs de l'amitié

Quels sont les indicateurs reliés au partenariat en amitié ?

- affection réciproque ;
- plaisir d'être ensemble ;
- partager joies et peines ;
- se faire des confidences ;
- compréhension mutuelle ;
- franchise ;
- communauté d'idées ;

- loyauté ;
- constance ;
- aide mutuelle ;
- confiance réciproque.

[75]

Ces onze indicateurs des relations en partenariat d'amitié peuvent être catégorisés en trois dimensions de l'amitié :

- communication / présence ;
- entraide ;
- fidélité.

Ces différents traits caractéristiques de l'amitié seraient-ils spécifiques à la culture haïtienne ?

Les Haïtiens / Haïtiennes mettraient-ils plus l'accent sur la dimension « entraide » de l'amitié que les Québécois / Québécoises ? Les Québécoises / Québécois mettraient-ils plus l'accent sur la dimension « fidélité » de l'amitié que les Haïtiens / Haïtiennes ?

Toujours est-il que dans les deux cultures la différence entre des relations de connaissances et les relations d'amis serait également perceptible : l'amitié concerne la vie privée et est axée sur la solidité, l'intimité, l'entraide et la rareté tandis que les relations de connaissances renvoient à la simple camaraderie entre compagnons d'école, de travail ou autre et n'atteignent pas les niveaux d'intimité, de solidité et de rareté de l'amitié.

Si la parenté, l'amour et l'amitié constituent les trois principaux thèmes reliés aux mini-milieus, ils sont loin de couvrir le répertoire des champs du socio-culturel qui implique également les milieux intermédiaires.

[76]

3.2 Thèmes de milieux intermédiaires

[Retour à la table des matières](#)

Nous appelons thèmes de milieux intermédiaires des thèmes qui ne renvoient principalement ni aux mini-milieus de la parenté, de l'amour et de l'amitié et qui peuvent être considérés comme des éléments de capital social de la communauté haïtienne, celle-ci étant prise en tant que groupe intermédiaire entre les mini-milieus et le système de l'entité socio-spatiale considérée (Montréal). Nous en retenons quatre principaux :

- l'éducation / scolarité ;
- la religion ;
- les arts, loisirs et culture (sens restreint) ;
- l'action communautaire.

3.2.1 Éducation / scolarité

Sous ce titre nous présentons trois sous-titres :

- fréquentation scolaire et éducation / scolarité au niveau primaire et secondaire ;
- éducation / scolarité au niveau post-secondaire ;
- niveau de précarité.

[77]

Fréquentation scolaire et éducation / scolarité au niveau primaire et secondaire

Pour l'ensemble de Montréal le taux de fréquentation scolaire pour les gens âgés de 15 à 24 ans est de 68% alors qu'il est de 74% pour la communauté haïtienne de Montréal. Autrement dit seulement 26% des Haïtiens / Haïtiennes de ce groupe d'âge ne fréquentent pas un type d'école en 2001 en comparaison à 32% pour l'ensemble de la population de Montréal.

Environ 16% de la population haïtienne de 15 ans et plus n'atteint pas la 9^{ème} année de scolarité contre 15% pour l'ensemble de la population de Montréal. En outre 38% des Haïtiens / Haïtiennes âgés de 15 ans et plus n'ont pas de certificat d'études secondaires alors que seulement 32% de l'ensemble de la population montréalaise âgée de 15 ans et plus se trouve dans cette situation en 2001.

Dans quelle proportion les jeunes Haïtiens Haïtiennes fréquentent-ils l'école privée ?

En 2001 selon des chiffres du Service de Recherche du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, il y a approximativement 200 000 jeunes fréquentant les écoles publiques préscolaires, primaires et secondaires de Montréal pour une population âgée de 5 à 19 ans de 293 510. Ainsi 70% environ de l'ensemble de ce groupe d'âge fréquentent les écoles publiques.

Selon ces mêmes chiffres 9 600 jeunes Haïtiens / Haïtiennes fréquentent les écoles publiques préscolaires, primaires et secondaires de Montréal. La population haïtienne de Montréal âgée de 5 à 19 ans s'élève selon le dernier recensement de Statistique Canada (2001) à 15 240 personnes. Ainsi seulement 63% de ces jeunes fréquentent les écoles publiques de [78] Montréal en 2001. D'où cet écart de 7 points pourrait-il venir ?

Cet écart viendrait, entre autres, du fait que les jeunes de la communauté haïtienne de Montréal fréquenteraient les écoles privées davantage que les jeunes Québécois / Québécoises. La culture haïtienne

préférerait davantage que la culture québécoise l'école privée pour l'éducation des jeunes. Plus que les Québécois / Québécoises les Haïtiens / Haïtiennes auréoleraient la fréquentation de l'école privée d'un certain prestige social.

Éducation / scolarité au niveau post-secondaire

Environ 10% seulement de la population haïtienne âgée de 15 ans et plus a un baccalauréat universitaire ou un diplôme supérieur en 2001. Ce pourcentage monte à 14% pour l'ensemble de la population de Montréal âgée de 15 ans et plus.

Voici l'ordre décroissant en ce qui a trait au pourcentage des Haïtiens / Haïtiennes titulaires de titres scolaires du niveau post-secondaire par rapport à la communauté haïtienne selon le domaine d'études :

- Commerce, gestion et administration des affaires : 21% (ensemble de Montréal : 22%) ;
- Profession de la santé et technologies connexes : 17% (ensemble de Montréal : 9%) ;
- Techniques et métiers des sciences appliquées : 14% (ensemble de Montréal : 13%) ;
- Sciences sociales : 12% (ensemble de Montréal : 11%) ;

[79]

- Lettres, sciences humaines : 7% (ensemble de Montréal : 10%).

Il est à remarquer que c'est dans le domaine de la santé et des technologies connexes que l'écart entre les deux populations est le plus grand : 17% pour la population haïtienne contre seulement 9% pour l'ensemble de la population de Montréal. D'ailleurs 25% des femmes

haïtiennes titulaires d'un titre scolaire du niveau post-secondaire obtiennent leur diplôme dans ce domaine d'études.

Niveau de précarité

En ce qui a trait au niveau de précarité de l'éducation et de la scolarité de la communauté haïtienne de Montréal cinq types de considérations méritent d'être présentés.

- Environ 30% des élèves haïtiens des écoles publiques sont nés en Haïti. Plus que les élèves haïtiens nés au Québec ces jeunes, quand ils ont fréquenté le système scolaire d'Haïti, auraient de graves problèmes d'adaptation scolaire en raison de la déficience du système scolaire d'Haïti. Il faut ajouter que ces jeunes baignent dans une atmosphère de conversations en créole à la maison et manient très mal la langue française.
- Alors que 32% de la population montréalaise âgée de 15 ans et plus n'a pas de certificat d'études secondaires, ce pourcentage atteint 38% pour la population haïtienne. Si on accepte [80] le certificat d'études secondaires comme critère minimum d'alphabétisme cela voudra dire qu'environ 40% de la population haïtienne de Montréal serait fonctionnellement analphabète.
- Alors que 14% de la population montréalaise âgée de 15 ans et plus a un baccalauréat universitaire ou un diplôme supérieur ce pourcentage n'est que de 10% pour la communauté haïtienne de Montréal selon le dernier recensement de Statistique Canada (2001).
- Selon des chiffres de la direction des services aux communautés culturelles du ministère de l'Éducation du Québec, les jeunes Haïtiens / Haïtiennes seraient surreprésentés parmi les « élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage - EHDA ». Pour

l'année 1999-2000 le pourcentage de jeunes Haïtiens / Haïtiennes ayant déclaré le créole comme langue maternelle parmi les « EHDA » était de 21%. en rapport à l'ensemble de ces jeunes alors que seulement 1% de la population totale des élèves de la province du Québec figurait parmi les « EHDA ». Cette surreprésentation ne devrait pas être très différente pour les élèves de la région de Montréal.

- Le comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal possède une « carte de la défavorisation des familles en milieu montréalais. Selon cette carte 34% des élèves d'origine ethnique autre qu'haïtienne habitent des « unités défavorisées » alors que ce pourcentage monte à 47% pour les jeunes Haïtiens / Haïtiennes de Montréal. L'indice global de défavorisation tient compte de plusieurs facteurs [81] liés à l'état socio-économique du milieu de résidence des élèves.

Ces considérations sur la fréquentation scolaire et les différents niveaux d'éducation et de scolarité reliées à la communauté haïtienne de Montréal ne font qu'illustrer quelques traits principaux de la dimension socio-culturelle de cette communauté, constituée de plusieurs paramètres principaux dont la religion.

3.2.2 Religion

[Retour à la table des matières](#)

Si chaque religion est un univers complexe et diversifié qui se déploie et change dans le temps et dans l'espace, le monde des religions, a fortiori, l'est encore plus. C'est quoi une religion ? Une religion peut impliquer une multitude de paramètres : traditions ésotériques, sciences occultes, séances thérapeutiques, pratiques de rites, croyances, organisations, etc.

Disons qu'une religion c'est un ensemble de croyances, de pratiques de rites soutenu par une organisation et relié à des éléments immatériels et à une conception de l'univers ou du cosmos. La religion

constitue une partie intégrante de la culture haïtienne. Les Haïtiens / Haïtiennes, qu'ils soient en Haïti, à Boston, à New-York, en République dominicaine, à Montréal, croient en un ensemble d'éléments immatériels et spirituels auxquels on aboutit par la foi.

Comment se répartissent les Haïtiens / Haïtiennes selon leur appartenance religieuse ?

D'après le dernier recensement de Statistique Canada (2001) il y a au Canada une trentaine de religions. Un grand nombre de ces religions est classé [82] sous le nom de « protestante ». Précisons que le vaudou n'est pas retenu par Statistique Canada en tant que religion.

Selon ce recensement la répartition des Haïtiens / Haïtiennes selon leur appartenance religieuse est la suivante :

Canada :

- Catholiques :	58%
- Protestants :	31%
- Autres :	5%
- Sans religion :	6%

Province de Québec :

- Catholiques :	58%
- Protestants :	31%
- Autres :	5%
- Sans religion :	6%

Montréal :

- Catholiques :	55%
- Baptistes :	11%
- Adventistes :	5%
- Témoins de Jéhovah :	3%
- Pentecôtistes :	3%
- Tous les autres :	16%
- Sans religion :	7%

Il y aurait à Montréal 72 églises haïtiennes protestantes et plus de 95 pasteurs haïtiens. Plus de la moitié de ces églises. seraient situées dans trois arrondissements : St. Michel / Pare Extension, Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies / Montréal-Est.

[83]

Les trois principales catégories d'églises protestantes haïtiennes à Montréal seraient les suivantes :

Églises Baptistes : 15 ;

- 6 (Southern Baptist Convention) ;
- 5 (Union des Églises Baptistes) ;
- 2 (Association des Églises Baptistes Évangéliques) ;
- 2 (Association générale des Églises Baptistes du Canada) ;

Églises de Dieu : 8 ;

Églises du Nazaréen : 7.

En ce qui concerne les catholiques haïtiens de Montréal il semble que l'église Notre-Dame d'Haïti soit la seule qui soit exclusivement (ou principalement) à leur disposition. Ces catholiques peuvent être répartis en trois catégories :

- les conformistes saisonniers (baptême, mariage, funérailles) ;
- les pratiquants réguliers (aller à la messe hebdomadairement) ;
- les dévots.

Il y aurait plus de pratiquants réguliers et dévots chez les protestants haïtiens que chez les catholiques. En outre l'autonomisation de la conscience et du comportement par rapport aux prescriptions religieuses serait plus forte chez les catholiques haïtiens que chez les protestants.

[84]

3.2.3 Arts, loisirs, culture

[Retour à la table des matières](#)

Comme pour tout autre groupe ethnique, les arts, loisirs et la culture (au sens restreint) occupent une place importante dans l'univers des éléments constitutifs de la communauté haïtienne de Montréal. Par induction analytique nous avons relevé 15 types de production par la communauté haïtienne de Montréal dans ce domaine :

1. peinture (il y aurait deux salles d'exposition de tableaux de peinture haïtienne à Montréal) ;
2. livres (pendant les années 2001 et 2002 environ 30 livres auraient été publiés par des auteurs haïtiens à Montréal) ;
3. films (six films auraient été produits par des auteurs haïtiens de toute l'Amérique du Nord en 2001 et 2002) ;
4. journaux et revues (il y aurait en 2001 six journaux ou revues haïtiens à Montréal) ;
5. radio (la communauté haïtienne serait l'une des trois communautés ethno-culturelles de Montréal ayant un poste de radio fonctionnant tous les jours et 24 heures sur 24) ;
6. télévision et internet (en 2002 il y aurait deux émissions hebdomadaires de télévision spécifiquement haïtiennes),
7. restaurants (en 2001 il y aurait une quinzaine de restaurants haïtiens à Montréal) ;

[85]

8. commémorations (le 1er janvier, date de l'indépendance d'Haïti, n'est pas collectivement célébrée à Montréal par la communauté haïtienne ; dans la culture haïtienne la période de Noël serait la période la plus festive) ;
9. organisation de spectacles ou de sessions récréatives ;

- théâtre et comédie (il y aurait en 2002 à Montréal quatre représentations haïtiennes de théâtre ou de comédie) ;
- chants et musique (il y aurait en 2002 à Montréal douze spectacles haïtiens de chants et musique) ;
- cinéma (il y aurait en 2002 trois séances de cinéma organisées spécifiquement pour la communauté haïtienne de Montréal) ;
- joutes sportives (chaque été une organisation haïtienne met sur pied un tournoi de soccer de trois mois environ qui attire en moyenne par match environ 4 000 spectateurs) ;
- spectacles en plein air (tous les deux ans une organisation haïtienne organise pendant l'été une série de spectacles en plein air axes sur la musique et la danse.) ;
- bals (en 2002 environ 120 bals auraient été organisés spécifiquement pour la communauté haïtienne de Montréal) ;

[86]

10. musique (en 2002 il existerait à Montréal douze groupes musicaux typiquement haïtiens).

Il faut ajouter que, selon les chiffres du recensement de 2001 de Statistique Canada, environ 920 Haïtiens / Haïtiennes sont impliqués dans l'industrie des arts, des spectacles, des loisirs et de l'information.

3.2.4 Action communautaire

[Retour à la table des matières](#)

Nous entendons par action communautaire l'ensemble des activités mises sur pied par des entités organisationnelles exclusivement ou principalement haïtiennes à but non lucratif au service de toute la communauté ou d'une partie de la communauté haïtienne de Montréal (sens large). En 2002 nous avons relevé 52 entités d'action communautaire de cette communauté, soit 35 organisations et 17 églises im-

pliquées dans l'action communautaire. Ces entités oeuvrent pour un ensemble de neuf problématiques, à savoir :

- adaptation socio-affective des jeunes (30 entités) ;
- revenu et travail (24 entités) ;
- immigration (16 entités) ;
- sécurité sociale (18 entités) ;
- alphabétisation (13 entités) ;
- personnes âgées (11 entités) ;
- intérêts professionnels et d'affaires (7 entités) ;
- dépannage-aliments et autres (8 entités) ;
- arts, loisirs, sports et culture (12 entités).

[87]

Parmi les principales communautés ethno-culturelles de Montréal la communauté haïtienne est la seule à ne pas avoir une structure fédérative fonctionnelle. Toutefois on peut repérer neuf entités susceptibles de former une structure de rassemblement valable, à savoir :

- CEPHAM (Conseil élu par les Haïtiens Haïtiennes de Montréal) ;
- CEPAM (Station de radio fonctionnant tous les jours et 24 heures par jour),
- La Perle retrouvée (un type de mini-centre culturel) ;
- La Chambre de commerce haïtienne de Montréal ;
- La Chambre des femmes d'affaires haïtiennes de Montréal ;
- La Chambre des jeunes hommes et femmes d'affaires haïtiens de Montréal ;
- ALEHM (Association des leaders évangéliques haïtiens de Montréal) ;
- CONACOH (conseil national des citoyens d'origine haïtienne du chapitre Montréal) ;

- COHSIM (conseil des organismes haïtiens de service à l'intégration de Montréal) ;

L'action communautaire de la communauté haïtienne de Montréal est axée sur des valeurs d'intégration et d'harmonie sociales en rapport à l'ensemble du système social. Cette action est loin d'être un mouvement de conflit et ne s'inscrit nullement dans une mouvance de lutte anti-raciste. Face aux quelques cas de discrimination raciale dont seraient victimes les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal les organisations communautaires haïtiennes recommandent [88] une approche legaliste et un type de protestation épousant le moule institutionnel en accord aux normes et lois existantes. C'est d'ailleurs cette option de volonté d'harmonie sociale qui anime les quatre thèmes -éducation, religion, loisirs et action communautaire- de niveau intermédiaire reliés à la communauté haïtienne de Montréal. Il en est de même pour les thèmes que nous appelons thèmes du maxi-milieu, c'est-à-dire des problématiques principalement basées sur les relations entre les Haïtiens / Haïtiennes et les autres groupes de l'ensemble de la population montréalaise.

3.3 Les thèmes du maxi-milieu

[Retour à la table des matières](#)

Nous en considérons quatre principaux : les mass media, la langue, la fréquentation des lieux publics et la déviance / criminalité.

3.3.1 *Les mass médias*

Quel est le niveau de participation et de présence de la communauté haïtienne de Montréal dans les mass media (émission de messages) ? Dans quelle mesure les Haïtiens et Haïtiennes sont-ils attachés et réceptifs aux messages des mass media (réception de messages) ?

Aucun membre de la communauté haïtienne de Montréal ne figure-rait en 2002 (année de référence) :

[89]

- parmi la trentaine de personnes dirigeant les trois principaux quotidiens de Montréal, c'est-à-dire le Journal de Montréal, la Presse et le Devoir ;
- parmi la quarantaine de personnes à la direction des trois principales stations de télévision de Montréal : Télé-Métropole Radio-Canada et Quatre Saisons ;
- parmi la trentaine de personnes à la tête de la principale chaîne de radio de la province du Québec (Radio-Média).

Il n'existerait que trois journalistes haïtiens parmi les 130 journalistes des trois principaux quotidiens de Montréal (année 2002). Rappelons que la communauté haïtienne de Montréal constitue 3% de la population de Montréal d'après le dernier recensement de 2001 de Statistique Canada.

Seulement deux personnes de la communauté haïtienne de Montréal figureraient parmi les 120 lecteurs / lectrices de nouvelles, reporters, animateurs / animatrices et réalisateurs / réalisatrices des trois principales stations de télévision de Montréal (année 2002).

Aucun membre de la communauté haïtienne de Montréal ne figurerait parmi les 85 personnes de la direction et des salles de nouvelles de Radio-Média.

La seule station de radio haïtienne fonctionnant tous les jours et 24 heures sur 24 (CPAM) ne rejoint pas encore une portion significative de l'auditoire de l'ensemble de la population de Montréal.

[90]

Ce manque de présence haïtienne dans les mass media expliquerait en partie la tendance de ces principaux foyers d'émission de messages à donner de cette communauté une image tronquée mettant l'accent sur la déviance des jeunes Haïtiens de Montréal et l'état déplorable de la vie socio-économique et politique en Haïti.

D'autre part il semblerait que la communauté haïtienne de Montréal en tant que réceptrice potentielle de messages serait particulièrement attachée à la station de télévision Télé-Métropole et au quotidien *Journal de Montréal* (toutes strates socio-économiques confondues). Il ne faut pas oublier que 40% de la communauté haïtienne de Montréal ne posséderaient pas un certificat d'études secondaires. Dans un tel contexte il y a plus de chances que cette portion de la communauté lise le *Journal de Montréal* plutôt que la Presse ou le Devoir.

Il faut faire une mention spéciale en ce qui concerne la station de radio en tant que dispensatrice de rythmes musicaux (surtout les bandes FM). Les jeunes Haïtiens et Haïtiennes auraient tendance à s'attacher indifféremment aux stations de radio anglophones et francophones.

3.3.2 La langue

[Retour à la table des matières](#)

Les Haïtiens et Haïtiennes communiquent, d'une façon générale, en français avec les autres groupes ethniques de Montréal. Cependant la langue créole constitue la langue principale de la culture haïtienne. Au dernier recensement de Statistique Canada (2001) environ 54% des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal déclarent que c'est le français qui est leur [91] langue maternelle. Seulement 45% d'entre eux considèrent le créole comme leur langue maternelle. Il nous semble que la majorité des gens de la communauté haïtienne devrait considérer le créole comme leur langue maternelle, c'est-à-dire comme la première langue apprise à la maison. Parmi les 40% des Haïtiens et Haïtiennes qui sont nés à Montréal un fort pourcentage manie d'abord la langue créole avant le français.

Environ 40% des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal parleraient seulement le français à la maison. Il nous semble que même dans les familles haïtiennes où tous les enfants sont nés à Montréal on parlerait le créole à la maison.

En ce qui concerne la connaissance des deux langues officielles (anglais et français) environ 60% des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal déclarent connaître seulement le français au dernier recensement

de 2001 de Statistique Canada. Ce pourcentage peut accréditer en partie la thèse selon laquelle il y aurait un pourcentage de 40% des gens de la communauté haïtienne de Montréal qui ne manieraient pas bien le français. Autrement dit le pourcentage d'analphabétisme atteindrait approximativement 40% dans la communauté haïtienne de Montréal.

Environ 70% des Haïtiens et Haïtiennes de Montréal déclarent pouvoir parler le créole. En d'autres termes environ 30% des gens de la communauté haïtienne de Montréal ne parleraient pas le créole. Si l'on considère les 22 000 Haïtiens et Haïtiennes (40%) nés au Québec, on peut avancer l'hypothèse que la grande majorité d'entre eux (environ 80%) comprendrait le créole alors que seulement 40% parleraient cette langue à la maison.

[92]

Que peut-on dire au sujet de la valorisation de la langue créole dans la communauté haïtienne de Montréal ? En Haïti les gens de la classe aisée auraient tendance à déprécier la langue créole et à encourager leurs enfants à parler le français à la maison. À Montréal les familles haïtiennes ne seraient pas enclines à valoriser auprès de leurs enfants la langue créole comme un paramètre de premier plan de la culture haïtienne.

3.3.3 La fréquentation des lieux publics

[Retour à la table des matières](#)

Comment les Haïtiens et Haïtiennes se comportent-ils dans les lieux publics, c'est-à-dire au métro, dans les autobus, dans les salles de spectacles, dans les salles de bal, dans les parcs, dans les grandes manifestations en plein air ? À cet égard, par induction analytique, nous avons relevé quatre types d'incivilité par rapport auxquels on peut analyser le comportement des Haïtiens et Haïtiennes dans les lieux publics :

- parler fort ;
- ne pas respecter la règle de la file d'attente
- faire des tapages,

- commettre des méfaits (infractions aux lois et règlements).

Il se pourrait que les Haïtiens et Haïtiennes parlent plus fort que les Québécois et Québécoises dans les autobus, dans le métro et dans d'autres lieux publics, mais cela à un niveau acceptable. Ce seuil d'acceptabilité serait dépassé certains après-midis, dans certains endroits de Montréal-Nord, de Rivière [93] des-Prairies et de St. Michel quand la foule des jeunes Haïtiens et Haïtiennes laissent l'école pour gagner leur maison.. On ne peut pas avancer que, d'une façon générale, les Haïtiens et Haïtiennes ne respectent pas la règle de la file d'attente dans les divers endroits publics. Au cours de l'année 2002 à la suite d'une enquête très spécifique déroulée au cours des mois de juillet (saison estivale) et octobre sur une vingtaine de points de vérification dans trois quartiers de surreprésentation haïtienne nous avons relevé seize cas de non-conformité dont deux par des Haïtiens.

En ce qui concerne les tapages dans les lieux publics il faut distinguer deux types de lieux :

- les lieux publics transitoires (autobus, métro) ;
- les lieux de manifestations publiques.

Quant aux lieux publics transitoires on ne peut pas avancer que les Haïtiens et Haïtiennes y seraient particulièrement bruyants. À cet égard la variable « jeunes » serait transversale : tous les jeunes de tous les groupes ethniques sont plus bruyants dans les différents endroits publics.

Par ailleurs l'hypothèse serait que les Haïtiens fassent plus de tapage dans les sessions festives typiquement haïtiennes que dans les manifestations non spécifiquement haïtiennes Cela pourrait être un effet du plus haut niveau de permissivité intra-ethnique dans la communauté haïtienne que dans la communauté québécoise. Au cours de l'année 2002 dans les deux principales manifestations festives en plein air à Montréal -*Juste pour rire* et *Festival international de jazz*- sur plusieurs cas de tapage aucun n'a pas concerné un Haïtien ou une Haïtienne.

[94]

Pour ce qui est de méfaits publics ou d'infractions aux lois et règlements dans les lieux publics, il n'y a aucune indication à l'effet que les Haïtiens et Haïtiennes en commettraient davantage que les autres groupes ethniques. Sans pouvoir fournir des chiffres appropriés les responsables du service de sécurité de la commission des transports de Montréal ont l'intuition que les divers groupes ethniques de Montréal sont pareillement impliqués dans les actes de méfait public ou d'infractions aux normes et règlements de la Société de Transport de la Ville de Montréal. Cette constatation d'absence de différence est-elle valable pour la déviance et la criminalité à Montréal ?

3.3.4 Déviance et criminalité

[Retour à la table des matières](#)

On parle souvent de la frappante et regrettable surreprésentation des jeunes haïtiens parmi les auteurs d'actes déviants et criminels en rapport au pourcentage de 3% que représente la communauté haïtienne dans l'ensemble de la population de Montréal. À cet égard il faut distinguer deux types de déviance / criminalité.

- la déviance et criminalité des jeunes ;
- la déviance et criminalité des adultes.

[95]

Déviance et criminalité des jeunes

Qu'en est-il de la déviance et de la criminalité des jeunes Haïtiens et Haïtiennes à Montréal au-delà des préjugés et des clichés ? Nous appelons déviance tout acte ou comportement non conforme aux normes sociales d'une entité socio-spatiale donnée. alors que la crimi-

nalité concerne les infractions du code pénal et relatives aux Lois sur les drogues.

Selon le dernier recensement de Statistique Canada (2001) les jeunes Haïtiens et Haïtiennes de moins de 30 ans représentent 4,5% de l'ensemble de ces jeunes de la population de Montréal.. On pourrait s'attendre à ce que les jeunes de la communauté haïtienne de Montréal soient impliqués dans la déviance et criminalité à Montréal selon ce pourcentage de 4,5%.

Nous n'allons pas élaborer sur les éléments définitionnels et descriptifs de la loi sur la protection de la jeunesse (LPJ), la loi sur les jeunes contrevenants (LX) et la loi sur les services de santé et les services sociaux du Québec (LSSSS). Ces trois lois couvrent l'ensemble des problématiques susceptibles de toucher tous les jeunes du Québec.

Disons que nous considérons comme mésadaptés dignes d'attention sociale :

1. les jeunes touchés par des paramètres reliés principalement à leur structure psycho-sociale (hyper-activité, maladie mentale) ;
2. les jeunes touchés par des paramètres reliés principalement à leur famille (conflits parents-enfants, violence familiale, pauvreté familiale...) ;

[96]

3. les jeunes touchés par des paramètres reliés principalement à l'école (absentéisme répété, échecs scolaires, difficultés d'adaptation...) ;
4. les jeunes touchés par des paramètres principalement reliés au système judiciaire et policier (concrètement les jeunes qui ont un dossier ouvert soit en vertu de la loi de la protection de la jeunesse, soit en vertu de la loi des jeunes contrevenants).

En fonction de la forte relation entre ces quatre types de paramètres, la problématique de la déviance et de la criminalité des jeunes (haïtiens ou autres) demeure assez complexe.

Dans une recherche réalisée en 1994 par l'ex-Commission de protection des droits de la jeunesse, Messier et Toupin (1994) ont identifié par ordre décroissant, les dix variables les plus pertinentes reliées à la situation des jeunes Haïtiens mésadaptés selon les critères institutionnels :

1. enfant seul-abandonné ;
2. double séparation (jeune séparé du père et de la mère) ;
3. distance culturelle parent-enfant ;
4. violence familiale ;
5. rejet affectif de la mère ;
6. relations difficiles mère-enfant ;
7. appartenance à un gang ;
8. absence physique du père ;
9. inadaptation scolaire ;
10. gravité de troubles comportementaux.

[97]

Il faut reconnaître qu'il existe bel et bien un problème de mésadaptation des jeunes Haïtiens et Haïtiennes de Montréal. Diverses données de différentes sources peuvent l'attester.

Les jeunes Haïtiens et Haïtiennes nés en Haïti seraient surreprésentés parmi les élèves handicapés ou en difficultés d'adaptation (EHDA) pour les trois ordres d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire dans une proportion de 15 à 1 (15% pour les jeunes Haïtiens et Haïtiennes, 1% pour l'ensemble des élèves du Québec.)

Environ 6% des cas de signalement à la direction de la protection de la jeunesse pour les années 2001 et 2002 impliqueraient de jeunes Haïtiens et Haïtiennes alors que cette tranche de la communauté haïtienne représente approximativement 4% de l'ensemble des jeunes de 0 à 17 ans de Montréal (recensement 2001-Statistique Canada). Les cas de signalement à la direction de la protection de la jeunesse concernent les jeunes au sujet desquels un parent, un voisin, un professeur ou toute autre personne communique avec la direction de la protection

de la jeunesse pour signaler un danger menaçant leur sécurité, leur intégrité physique ou leur développement normal.

En date du mois de juin 2002 les Centres Jeunesse de Montréal-institution s'occupant des cas de jeunes à problèmes-enregistraient 8 058 usagers. Sur ces 8058 usagers, 6 360 ont déclaré le Canada comme pays d'origine de leurs parents. Parmi les 1 698 autres, 527 n'ont pas répondu à la question concernant le pays d'origine des parents. Il reste ainsi 1 171 usagers dont le pays d'origine des parents est identifié. Le pourcentage des jeunes Haïtiens et Haïtiennes parmi ces 1 171 jeunes est de 44%, nous avons bien dit 44% alors que les jeunes de 0 à 17 ans de la communauté [98] haïtienne représentent approximativement 4% de l'ensemble des jeunes de 0 à 17 ans de Montréal. Il est fort possible qu'un fort pourcentage de jeunes Haïtiens et Haïtiennes aient déclaré le Canada comme leur pays d'origine et qu'un autre pourcentage n'ait pas identifié le pays d'origine. Toujours est-il que l'hypothèse d'un pourcentage de 15% de jeunes Haïtiens et Haïtiennes parmi la population des usagers des Centres Jeunesse de Montréal est fortement soutenable.

Il n'y a pas de chiffres institutionnels sur la présence des jeunes Haïtiens parmi les jeunes des gangs de rue. Ceux-ci sont impliqués dans le trafic de la drogue et le proxénétisme. D'après une combinaison de sources informelles il existerait à Montréal une population approximative de 2000 jeunes impliqués dans les gangs de rue dont 15% seraient d'origine haïtienne.

Cette surreprésentation effarante interpelle une multitude de paramètres : problèmes scolaires, problèmes familiaux, problèmes liés au pays d'origine (Haïti), manque d'estime de soi, attitudes négatives ou même révoltantes envers le système policier et judiciaire, précarité économique insoutenable, conscience de victimisation raciale

Déviance et criminalité des adultes et de l'ensemble de la population haïtienne

Si plusieurs données et hypothèses concordent à l'effet que les jeunes Haïtiens et Haïtiennes sont impliqués dans la déviance et la criminalité à un niveau dépassant celui de leur pourcentage dans la

population des jeunes de Montréal ce constat n'est nullement [99] valable en rapport à la population adulte. et à l'ensemble de la population haïtienne de Montréal.

En 2002, selon le rapport annuel du service de police de la ville de Montréal, 141 579 infractions ont été commises sur le territoire de Montréal Les 10 principaux types d'infraction, par ordre décroissant, sont les suivants :

1.	vols simples :	43 719
2.	introduction par effraction :	21477
3.	voies de fait :	15 126
4.	vols de véhicules moteur :	14 747
5.	méfais (graffiti, vandalisme, ...) :	12 706
6.	fraudes :	7 341
7.	infractions contre l'administration de la loi et de la justice :	5 903
8.	vols qualifiés (vols avec violence sur la personne) :	4 260
9.	drogues :	2 770
10.	agressions sexuelles :	1 544

Ces chiffres illustrent que la criminalité à Montréal n'est pas violente puisque seulement 4 types de crime violents se trouvent parmi les 10 types de crime les plus commis à Montréal, c'est-à-dire les vols qualifiés, les agressions sexuelles, les voies de fait (coups et blessures) et les introductions par effraction.

Pour la même année 2002 les 5 types de crimes violents les plus commis sur le territoire de la ville de Montréal sont les suivants (ordre décroissant) :

[100]

1.	introductions par effraction :	21 477
2.	voies de fait :	15 126
3.	vols qualifiés :	4 260

4.	agressions sexuelles :	1 544
5.	crimes d'incendie :	822

Quant aux trois types de crime les plus violents les chiffres sont les suivants (2002) :

1.	tentatives de meurtre :	113
2.	meurtres :	47
3.	autres infractions entraînant la mort :	1

Il nous est impossible d'élaborer des hypothèses sur le pourcentage de cas haïtiens parmi les 141 579 infractions commises en 2002 sur le territoire de la ville de Montréal. En ce qui concerne le total des cinq types de crimes violents les plus commis à Montréal pour l'année 2002, c'est-à-dire 43 229 infractions criminelles, d'après plusieurs recherches entreprises dans différents registres et des réponses intuitives fournies par plusieurs agents dans les systèmes de la police, des tribunaux et du service correctionnel, l'hypothèse est que les cas haïtiens ne représenteraient même pas un pourcentage de 2%. Autrement dit, il n'y aurait pas parmi ces 43 229 infractions criminelles 800 cas impliquant des Haïtiens et Haïtiennes qui représentent 3% de l'ensemble de la population de Montréal selon les données du dernier recensement de Statistique Canada. (2001)

Par contre 3 types de données du ministère de la sécurité publique du Québec laissent clairement entendre que quelques valeurs de paramètres de la problématique de la criminalité de la communauté [101] haïtienne à Montréal sont loin d'être à la hauteur du pourcentage de 3% de cette communauté dans l'ensemble de la population de Montréal.

Du 1er avril 2002 au 31 mars 2003 pour les trois prisons de Bordeaux, de Rivière-des-Prairies et de Tanguay sur les 589 023 nuits / personnes (une personne peut y passer plusieurs nuits) 3 222 nuits / personnes concernaient des Haïtiens ou Haïtiennes, soit un pourcentage de 0,55%, donc même pas 1%.

Pour cette même période le nombre de personnes admises dans ces trois prisons était de 17 853 dont 74 Haïtiens ou Haïtiennes, soit un pourcentage de 0,41%.

Pour ce qui est des dossiers actifs dans cette période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003 en rapport aux mesures de probation (la personne trouvée coupable n'a pas de sanction de prison), de sursis (la personne même si elle a une sanction de prison bénéficie de ne pas y aller), de travaux communautaires et de libérations conditionnelles (la personne est libérée après un laps de temps passé en prison), 54 cas sur 8 619 concernaient les Haïtiens et Haïtiennes, soit un pourcentage de 0,69%.

Ainsi la communauté haïtienne de Montréal, d'une façon générale, en tenant compte de tous les principaux paramètres de la criminalité, est loin d'être une communauté impliquée dans les différentes sphères de la criminalité. À cet égard nous pensons qu'il n'y a pas de différence majeure et radicale au niveau des normes culturelles de la communauté haïtienne et de la communauté québécoise en rapport à la criminalité. En est-il de même en ce qui a trait aux principaux types de consommation ?

[102]

3.4 Thèmes de modèle culturel de consommation

[Retour à la table des matières](#)

La consommation peut être considérée principalement soit comme un paramètre socio-économique, soit comme un paramètre socio-culturel. Nous disons bien principalement et non exclusivement, car toute consommation et dépense est à la fois socioculturelle et socio-économique. Toute dépense et consommation répond à un modèle culturel et à une structure de priorité qui peut différer d'un groupe ethnique à un autre. Pour une raison ou une autre ou pour plusieurs raisons un type de culture peut prioriser la valeur de l'épargne, un autre type de culture peut prioriser tel type de dépense en rapport à d'autres types de dépense. Nous pouvons par induction analytique (rassembler plusieurs items sous des catégories principales) distinguer huit principales aires de consommation ou dépense pour le système de l'entité socio-spatiale du Québec (et de la variante Montréal). à savoir :

- la nourriture ;
- le logement (et accessoires) ;
- l'habillement ;
- le transport ;
- les loisirs ;
- les soins personnels ;
- la santé ;
- l'éducation.

En raison du système social de type socialiste du Québec (même si ce type de socialisme est moins prononcé que dans les pays scandinaves) les dépenses des ménages pour la santé et l'éducation sont insignifiantes [103] en comparaison à celles pour les gens vivant en Haïti, par exemple.

On peut se poser trois types de question

La consommation excessive est-elle une caractéristique de la variante québécoise de la culture haïtienne ?

Quel est le profil de consommation de la communauté haïtienne de Montréal ?

Quelles sont les habitudes des Haïtiens et Haïtiennes face aux quatre principaux types de consommation : l'alimentation, le logement, l'habillement, et le transport ?

3.4.1 La logique de la consommation

[Retour à la table des matières](#)

On ne cesse de répéter que nous vivons dans une ère de consommation excessive. Indépendamment des ressources financières dont peut disposer une personne, elle est constamment sollicitée à consommer non seulement pour paraître (logique ostentatoire) mais encore pour satisfaire exagérément des besoins impératifs (logique de la satisfaction exagérée). Peut-on dire que les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal obéissent à ces deux types de logique davantage que les autres groupes ethniques, en particulier davantage que les Québécois

et Québécoises de souche ? Nous n'avons pas de chiffres ni même d'hypothèses à offrir pour appuyer une réponse positive ou négative à cette question. Toutefois quatre variables méritent d'être prises en considération en ce qui concerne la communauté haïtienne de Montréal :

[104]

- la tranche d'âge ;
- les responsabilités familiales ;
- le strate socio-économique ;
- le soutien aux parents et amis restés en Haïti.

Il est à propos de souligner l'importance que les Haïtiens et Haïtiennes de la diaspora accordent au soutien à apporter aux parents et amis qui vivent, pour la plupart, en Haïti dans des conditions à peine soutenables. Si on ne peut pas avancer que la culture haïtienne est plus axée sur l'excès de consommation que la culture québécoise toujours est-il que le profil de consommation des deux cultures peut être qualifié, ne fût-ce qu'hypothétiquement, de différent.

3.4.2 Le profil de la consommation

[Retour à la table des matières](#)

Selon une enquête détaillée menée par Statistique Canada et relayée par l'institut de la statistique du Québec sur les dépenses des ménages vivant au Québec (2001), le profil de consommation de ces ménages est le suivant (ordre décroissant) :

- logement, entretien ménager, articles et accessoires d'ameublement : 34%
- alimentation : 18%
- transport (voiture, ...) : 17%
- loisirs, tabac et boissons alcoolisées : 12%
- habillement : 6%

[105]

En d'autres termes plus du tiers du budget de consommation des ménages québécois s'en va au poste « logement et accessoires ». Tout ce qu'on peut avancer c'est que la présence du poste « soutien aux parents et amis en Haïti » existe dans le profil de consommation (ou de dépenses) de la communauté haïtienne de Montréal.

Les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal dépenseraient beaucoup plus en alimentation et en vêtements et beaucoup moins en logement (et accessoires) et loisirs que l'ensemble des ménages du Québec. En outre, si on considère le poste « soutien aux parents et amis en Haïti », l'hypothèse serait que les Haïtiens et Haïtiennes y affecteraient approximativement 5% de l'ensemble de leur budget. En plus des envois mensuels réguliers, d'après une enquête menée auprès des cinq principales maisons de transfert d'argent établies à Montréal, les Haïtiens et Haïtiennes enverraient des sommes importantes d'argent à l'occasion des cinq événements suivants (par ordre décroissant) :

- Noël ;
- Rentrée scolaire ;
- Maladie ;
- Funérailles ;
- Mariage.

Il est fort probable que le pourcentage du revenu des ménages haïtiens affecté à l'aide aux parents et amis en Haïti dépasse les 5% en ce qui concerne les familles monoparentales et les ménages haïtiens dont le quintile de revenu se situe en-deça de 20 000\$ (année 2002). La structure des dépenses des ménages haïtiens serait la suivante (ordre décroissant) :

[106]

- logement (et accessoires),
- alimentation ;
- transport ;
- habillement ;
- aide aux parents et amis en Haïti ;
- loisirs, tabac, boissons alcoolisées.

Sans pouvoir mettre un pourcentage à côté de ces principaux types de dépenses, on peut avancer que cet ordre de consommation constitue une hypothèse en ce qui concerne le profil de consommation de l'ensemble des sous-groupes de la communauté haïtienne de Montréal.

3.4.3 Les principaux types de consommation

[Retour à la table des matières](#)

Les Haïtiens et Haïtiennes ont-ils une façon spécifique de se loger, de se nourrir, d'utiliser les différents types de transport, de s'habiller et de se divertir ?

3.4.3.1 Logement

Nous ne pensons pas qu'il y ait une différence systématique, culturelle entre les options reliées au logement des gens de la communauté haïtienne de Montréal et celles des Québécois et Québécoises de souche. Si le pourcentage des ménages haïtiens propriétaires (22%) est moins grand en rapport à l'ensemble des ménages haïtiens et en comparaison avec l'ensemble des ménages de Montréal (36%), c'est une problématique de disponibilité financière.

[107]

Quant aux types de logements occupés, alors que 12% des ménages de Montréal habitent des maisons individuelles non attenantes,

le pourcentage de ménages haïtiens se trouvant dans cette situation s'élèverait à approximativement 8% (2001). Pour ce qui est des immeubles-appartements, environ 67% des ménages haïtiens habiteraient des immeubles de moins de cinq étages (contre 63% pour l'ensemble des ménages de Montréal) et environ 15% occuperaient des immeubles de cinq étages et plus (contre 12% pour l'ensemble des ménages de Montréal). Les appartements-duplex de Montréal seraient occupés par 4% des ménages haïtiens (contre 2% pour l'ensemble des ménages de Montréal).

Il faut ajouter que les modes d'occupation de logement des ménages haïtiens de Montréal, d'une façon générale, ne diffèrent pas, d'une façon systématique, de celles des autres groupes ethniques. Si on peut mentionner quelques cas où les occupants haïtiens ne tiennent pas leur logement dans des conditions sanitaires acceptables, si dans quelques logements de ménages monoparentaux haïtiens les enfants parfois font du vacarme on ne peut considérer ces quelques cas comme représentatifs d'un type de comportement de l'ensemble de la communauté haïtienne.

3.4.3.2 Alimentation :

La spécificité des habitudes alimentaires des gens de la communauté haïtienne de Montréal explique la présence de 48 marchés haïtiens d'alimentation sur le territoire de la ville de Montréal (2002). Cet attachement aux produits haïtiens n'est pas égal chez tous les sous-groupes de cette communauté et est fonction de cinq facteurs principaux, à savoir :

[108]

1. le nombre d'années de résidence au Canada ;
2. la tranche d'âge ;
3. la présence d'enfants nés au Québec dans le ménage ;
4. le revenu ou même le statut socio-économique ;
5. le type de ménage.

Il est facile de comprendre que les Haïtiens et Haïtiennes fraîchement débarqués d'Haïti conservent leurs habitudes alimentaires du pays d'origine : riz, pois, friture, banane, morue, viande de porc, maïs moulu, etc. Certains conservent cette habitude plus longtemps que d'autres. Les personnes âgées (60 ans et plus) de la communauté haïtienne seraient particulièrement friands des produits haïtiens. Selon les données d'une enquête ponctuelle que nous avons menée à l'été 2002 dans les trois arrondissements de concentration haïtienne le quart des gens fréquentant les 3 marchés d'alimentation haïtiens ciblés entre le 1er juin 2002 et le 31 juillet 2002 seraient des Haïtiens et Haïtiennes de 60 ans et plus. Des entretiens avec plusieurs propriétaires de marchés haïtiens d'alimentation étayaient cette hypothèse. Il semblerait que le fait par ces personnes, qui sont toutes nées en Haïti, de fréquenter ces marchés d'alimentation constituerait une façon de se baigner dans le climat d'Haïti.. Les ménages haïtiens où il existe des enfants nés au Québec utiliseraient moins de produits haïtiens, alors que les ménages monoparentaux et les Haïtiens et Haïtiennes de faible revenu seraient plus enclins à utiliser les produits alimentaires haïtiens.

[109]

Les deux sous-groupes qui utiliseraient davantage les produits alimentaires haïtiens seraient :

- le sous-groupe des ménages monoparentaux n'ayant pas d'enfant né au Québec et de faible revenu ;
- le sous-groupe des personnes de 60 ans et plus ayant au moins dix ans au Québec et de faible revenu.

À part cette spécificité liée à l'emploi de produits haïtiens par une partie significative de la communauté haïtienne de Montréal, en quoi les habitudes alimentaires des Haïtiens et Haïtiennes et celles des Québécois et Québécoises sont-elles différentes ?

Sans pouvoir répondre avec force détails à cette question disons que, à la suite d'une enquête menée dans trois écoles secondaires de l'arrondissement Rivière-des-Prairies / Montréal-Est au cours des mois

septembre, octobre et novembre 2002 nous avons remarqué que les jeunes Haïtiens et Haïtiennes durant leur période de dîner :

- boivent moins de boissons gazeuses que les jeunes Québécois et Québécoises ;
- mangent moins de pizza que les jeunes Québécois et Québécoises ;
- mangent moins de chocolat que les jeunes Québécois et Québécoises ;
- plus que les jeunes Québécois et

Québécoises apportent quelque chose à manger au lieu d'aller acheter du pizza, du chocolat ou des boissons gazeuses dans les environs de l'école.

[110]

S'il est téméraire d'étendre ces conclusions pour l'ensemble des 120 écoles primaires et secondaires de Montréal fréquentées par au moins une vingtaine de jeunes Haïtiens et Haïtiennes, toujours est-il que ce constat localisé peut servir d'hypothèse à l'effet que les jeunes Haïtiens et Haïtiennes mangeraient moins de pizza et de chocolat et boiraient moins de boissons gazeuses que les jeunes Québécois et Québécoises dans leur période de dîner.

3.4.3.3 Habillement

On s'habille pour plusieurs raisons :

- pour renouveler son apparence ;
- pour attirer l'attention ;
- pour montrer qu'on est à la page ;
- pour manifester son appartenance à un strate socio-économique élevé ;

- pour manifester son appartenance à un groupe ethnoculturel ;
- pour manifester son appartenance à un groupe d'âge ;
- pour manifester son appartenance au groupe de sexe ;
- pour masquer sa pauvreté ;
- pour être confortable ;
- pour satisfaire à certaines normes circonstanciées ;
- pour satisfaire à certaines normes de pudeur.

[111]

Dans quelle mesure les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal se distinguent-ils, selon ces onze indicateurs, des autres groupes ethnoculturels et, en particulier, des Québécois et Québécoises de souche en ce qui concerne la tenue vestimentaire ?

Dans quelle mesure peut-on dire que la tenue vestimentaire des Haïtiens et Haïtiennes obéit à certaines normes communes quel que soit l'espace socio-spatial où ils vivent, au-delà des variations climatiques ?

En Haïti deux principaux paramètres transversaux colorent les normes culturelles de la tenue vestimentaire. En premier lieu, il y existe deux types de saisons : la saison de pluie et la saison sèche, de telle sorte qu'en Haïti la température oscille entre 15 et 35 degrés Celsius. En deuxième lieu Haïti offre le spectacle de la coexistence de trois principales communautés : une infime communauté de riches (environ 3% de l'ensemble de la population), une vaste communauté de gens luttant pour leur survie (environ 80% de l'ensemble de la population) et une communauté intermédiaire à laquelle on accole l'étiquette de « classe moyenne ? » (approximativement 17% de l'ensemble de la population.) La combinaison de ces deux principaux paramètres explique en partie la tendance de la conduite vestimentaire de la communauté haïtienne de Montréal.

Premièrement, selon plusieurs travailleurs sociaux de la région administrative de Montréal, les cas d'enfants haïtiens improprement habillés pour l'hiver sont surreprésentés dans le stock de cas référés à la direction de la protection de la jeunesse. Au cours de l'enquête que nous avons menée en septembre, octobre et novembre 2002 dans trois

écoles secondaires de l'arrondissement Rivière-des-Prairies / Montréal Est, nous avons remarqué que les jeunes [112] Haïtiens et Haïtiennes ont tendance, plus que les jeunes Québécois et Québécoises, à s'habiller plus légèrement.

Deuxièmement un fort pourcentage de ménages monoparentaux haïtiens dépenseraient un plus grand pourcentage de leur budget pour habiller leurs enfants que les ménages québécois de souche. Cela pourrait entrer dans la logique de tentative de masquer leur pauvreté.

Troisièmement, selon la logique d'appartenance aux quatre principaux groupes (sexe, tranche d'âge, strate socio-économique et groupe ethnoculturel) il semblerait que :

- les jeunes Haïtiennes soient plus enclines à ce que leur tenue vestimentaire témoigne davantage de leur appartenance à un strate socio-économique supérieur qu'à la communauté haïtienne ;
- les jeunes Haïtiennes soient plus soucieuses de la correspondance de leur tenue vestimentaire à leur appartenance à un strate socio-économique élevé qu'à leur appartenance au sexe féminin ;
- les Haïtiennes, d'âge adulte, soient plus enclines à ce que leur apparence vestimentaire témoigne davantage de leur non-appartenance au groupe des démunis qu'au groupe des Haïtiens et Haïtiennes
- que les jeunes ou adolescents haïtiens auraient tendance à ne pas considérer comme importante la correspondance entre leur tenue vestimentaire et leur appartenance à la communauté haïtienne.

[113]

- que les Haïtiens âgés seraient le sous-groupe qui attacherait la plus grande importance à la correspondance entre leur tenue vestimentaire et leur appartenance à la communauté haïtienne de Montréal.

Que ce soit en été, au printemps, à l'automne et en hiver la tenue vestimentaire des Haïtiens / Haïtiennes ne diffère pas tellement de celle des Québécois et Québécoises. Certains sous-groupes de la communauté haïtienne aiment porter des vêtements à motifs haïtiens dont des tee-shirts, des jupes, des blouses ornés du drapeau bleu et rouge d'Haïti. En outre la tenue vestimentaire des Haïtiens et Haïtiennes serait moins sensible aux variations saisonnières que celle des Québécois et Québécoises de souche.

3.4.3.4 Transport

En terme de pourcentage par poste de dépenses, les ménages dans la province du Québec dépensent plus pour le transport que :

- les soins personnels ;
- les loisirs, tabac et boissons alcoolisées ;
- l'éducation ;
- l'habillement.

C'est dire l'importance que les gens du Québec accordent au transport dont le paramètre principal est relié à la voiture. Pour se rendre à leur lieu de travail 53% des gens de la population active de 15 ans et plus de Montréal prennent leur voiture alors que seulement [114] 33% d'entre eux prennent le transport en commun selon des chiffres émis par la section concernée de la ville de Montréal.

Selon les données du dernier recensement de Statistique Canada (2001), seulement 40% des Haïtiens et Haïtiennes de la population active de 15 ans et plus prennent leur voiture pour aller travailler tandis que approximativement 55% d'entre eux prennent le transport en commun. Un pourcentage de 3% fait ce trajet à pied.

Dans quelle mesure les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal ont-ils une attitude différentielle en comparaison à celle des Québécois et Québécoises en ce qui concerne la problématique de la voiture ? Cette problématique renvoie à deux types de besoins : un besoin-nécessité

(dans le langage pratique de l'anglais : need) et un besoin-aspiration (dans le langage anglais : want).

En Haïti la possession d'une voiture renvoie davantage à un besoin-aspiration qu'à un besoin-nécessité et constitue un signe d'appartenance à un strate socio-économique plus ou moins élevé. À Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, à peine 8% des ménages posséderaient une voiture alors qu'à Montréal ce pourcentage est de 48%. Autant dire que le degré de prestige social attaché à la possession d'une voiture est beaucoup moindre à Montréal qu'en Haïti. Quant au besoin-nécessité, il est plus élevé à Montréal qu'en Haïti, toutes classes sociales confondues. Port-au-Prince, la capitale d'Haïti et ses environs (Pétionville, Carrefour, Delmas) couvrent une superficie de 1 000 kms² environ alors que la superficie de la région métropolitaine de Montréal (Montréal, couronnes nord / sud et environs), couverte de lieux de travail, s'étend sur une étendue (6 000 kms²) six fois plus grande que celle de Port-au-Prince.

[115]

Il est possible qu'en référence au contexte d'Haïti les Haïtiens et Haïtiennes de Montréal, plus que les Québécois et Québécoises de souche, veuillent avoir une voiture davantage selon la logique du prestige social que celle de la nécessité.

Cette référence à Haïti a été souvent évoquée dans l'analyse des quatre principaux paramètres du socio-culturel que nous venons d'effectuer :

- les variables des mini-milieux ;
- les variables des milieux intermédiaires (variables constitutives du capital social de la communauté haïtienne considérée comme groupe intermédiaire entre l'Haïtien-individu et le système social) ;
- les variables des maxi-milieux ;
- les variables du modèle culturel de consommation.

[117]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

Chapitre 4

Dimension socio-économique

[Retour à la table des matières](#)

Selon le dernier recensement de Statistique Canada (2001), le revenu moyen de la population haïtienne de 15 ans et plus est de 18 835\$ alors que celui de la population totale montréalaise de 15 ans et plus est de 28 258\$. Autrement dit le revenu moyen de la population haïtienne de 15 ans et plus représente seulement les deux tiers de celui de la population totale montréalaise de 15 ans et plus.

Dans ce chapitre il est question de :

1. l'implication de la communauté haïtienne dans les différents secteurs de l'industrie ;
2. les différents types de revenu de la communauté haïtienne de Montréal ;
3. la clientèle haïtienne prestataire de l'assistance-emploi ;
4. les petites et moyennes entreprises haïtiennes ;

5. L'implication des Haïtiens dans l'industrie du taxi ;
6. Commentaires sur la situation socio-économique de la communauté haïtienne.

[118]

4.1 Implication dans les différents secteurs de l'industrie

[Retour à la table des matières](#)

L'implication des Haïtiens et Haïtiennes dans les différents secteurs de l'industrie peut être catégorisée en quatre types selon le pourcentage de la population active haïtienne de 15 ans et plus dans ces différents secteurs.

- A) les secteurs où la présence haïtienne est quasi-inexistante (moins de 1% de la population active de 15 ans et plus) ;
- B) les secteurs où ce pourcentage est inférieur à celui de l'ensemble de la population montréalaise active de 15 ans et plus ;
- C) les secteurs où les deux pourcentages ne diffèrent pas sensiblement ;
- D) les secteurs où le pourcentage de la population active haïtienne de 15 ans et Plus est nettement supérieur à celui de l'ensemble de la population active montréalaise de 15 ans et plus.

A) Secteurs de l'industrie où la présence haïtienne est quasi-inexistante. Ces secteurs sont au nombre de six, à savoir par ordre décroissant de présence haïtienne :

- construction (230) ;
- arts, spectacles et loisirs (195) ;
- services de relations publiques (35) ;
- agriculture, foresterie, pêche et chasse (35) ;
- extraction minière, de pétrole et de gaz (0) ;
- gestion de société et de grande entreprise (0) ;

[119]

B) Secteurs où ce pourcentage est inférieur à celui de l'ensemble de la population active montréalaise de 15 ans et plus. Ces secteurs sont au nombre de sept, à savoir par ordre décroissant de présence haïtienne :

- commerce de détail (ensemble de Montréal)	8% 10%)
- administration publique (ensemble de Montréal)	3 5%)
- services professionnels, scientifiques et techniques (ensemble de Montréal)	3% 9%)
- services d'enseignement (ensemble de Montréal)	3% 6%)
- commerce de gros (ensemble de Montréal)	3% 6%)
- industrie de l'information et industrie culturelle (ensemble de Montréal)	2% 5%)
- finance et assurance (ensemble de Montréal)	2% 5%)

C) Secteurs où les deux Pourcentages sont à peu près égaux. Ces secteurs sont au nombre de cinq, soit (selon le même ordre décroissant) :

- hébergement et services de restauration	6%
(ensemble de Montréal)	5%)
- services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	5%
(ensemble de Montréal)	4%)
- transport et entreposage :	5%
(ensemble de Montréal)	5%)

[120]

- autres services, sauf les administrations publiques	3%
(ensemble de Montréal)	4%)
- services immobiliers	1%
(ensemble de Montréal)	1%)

D) Secteurs où le pourcentage de la population active haïtienne de 15 ans et plus est nettement supérieur à celui de l'ensemble de la population active montréalaise de 15 ans et plus. Ces secteurs sont au nombre de deux :

- fabrication	30%
(ensemble de Montréal)	17%)
- soins de santé et assistance sociale	14%
(ensemble de Montréal)	10%)

Environ 8 000 Haïtiens et Haïtiennes travaillent dans différentes places d'affaires reliées au textile et aux vêtements. Cette concentration haïtienne dans ce secteur d'activité économique constitue la principale caractéristique de la main-d'oeuvre haïtienne à Montréal.

Une autre caractéristique de cette main-d'oeuvre est reliée à la forte présence haïtienne dans le milieu des soins de santé et d'assistance sociale. Environ 11% de la population active haïtienne de 15 ans et plus ont une formation reliée au domaine de la santé et de l'assistance sociale alors que ce pourcentage descend à 6% pour l'ensemble de la population active de 15 ans et plus de Montréal. Il y aurait approximativement 220 médecins haïtiens et près de 900 infirmières [121] haïtiennes oeuvrant dans différents milieux hospitaliers et cliniques médicales de Montréal.

4.2 Les différents types de revenu

[Retour à la table des matières](#)

Ces différents types sont au nombre de dix :

1. salaires et traitements ;
2. revenu de gains en tant que propriétaires de petites entreprises ;
3. revenu de l'exercice d'une profession ;
4. prestations fiscales pour enfants ;
5. pension de sécurité de la vieillesse et supplément de revenu garanti ;
6. prestations du régime de rentes du Québec ou du régime de pension du Canada ;
7. prestations d'assurance-emploi ;
8. prestations d'assistance-emploi (aide sociale) ;
9. pensions de retraite et rentes ;

10. dividendes, intérêts d'obligation, de dépôt, de certificat d'épargne et autres revenus de placement.

Ces dix types de revenu peuvent être structurés en trois :

- revenu d'emploi salarié ou autonome ;
- transferts gouvernementaux ;
- autres.

Alors que 75% de l'ensemble de revenu de l'ensemble de la population de Montréal vient de l'emploi, ce pourcentage est de 73% pour l'ensemble [122] de la population de la communauté haïtienne de Montréal. Les transferts gouvernementaux (prestations fiscales pour enfants, pension de sécurité de la vieillesse et supplément de revenu garanti, prestations du régime de rentes du Québec ou du régime de pension du Canada, prestations d'assurance-emploi et prestations d'assistance-emploi) représentent 13% du revenu total de la population de Montréal pour l'année 2000. Ce pourcentage de 13% monte à 22% pour l'ensemble de la communauté haïtienne de Montréal.

La part du revenu total reliée aux gains annuels de propriétaires d'entreprises, aux revenus venant de l'exercice d'une profession, aux dividendes de placement, est de 11% pour l'ensemble de la population de Montréal tandis que ce pourcentage de 11% descend à seulement 5% pour la communauté haïtienne de Montréal.

4.3 La clientèle prestataire de l'assistance-emploi ou de l'aide sociale

[Retour à la table des matières](#)

Selon des chiffres venant de la direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique du ministère de la solidarité sociale et de la famille du Québec, environ 18% de la population haïtienne de Montréal née en Haïti est prestataire de l'assistance-emploi ou de l'aide sociale au 31 mars 2001. Ce calcul ne tient pas compte des Haïtiens et

Haïtiennes nés au Québec. Ces derniers représenteraient 40% environ de l'ensemble de la communauté haïtienne de Montréal. Précisons qu'au 31 mars 2001 seulement 6% de l'ensemble de la population du Québec vivent principalement de l'aide sociale.

[123]

Les caractéristiques des adultes haïtiens prestataires de l'assistance-emploi sont les suivantes :

Situation familiale

- Personnes seules (ensemble du Québec)	45% 62%)
- Couples sans enfants (ensemble du Québec)	3% 10%)
- Familles monoparentales (ensemble du Québec)	40% 15%)
- Couples avec enfants (ensemble du Québec)	11% 13%)

Âge

- Moins de 21 ans (ensemble du Québec)	1% 4%)
- De 21 à 24 ans (ensemble du Québec)	4% 7%)
- De 25 à 29 ans (ensemble du Québec)	10% 9%)
- De 30 à 34 ans (ensemble du Québec)	12% 10%)

- De 35 à 44 ans	25%
(ensemble du Québec)	26%)
- De 45 à 54 ans	24%
(ensemble du Québec)	24%)
- 55 ans et plus	21%
(ensemble du Québec)	19%

[124]

Scolarité

- Primaire	16%
(ensemble du Québec)	15%)
- Secondaire. 1 à 4	44%
(ensemble du Québec)	48%)
- Secondaire 5	21%
(ensemble du Québec)	22%)
- Collégiale	11%
(ensemble du Québec)	7%)
- Universitaire	6%
(ensemble du Québec)	6%)

Approximativement le quart des ménages haïtiens habitant les arrondissements Villeray / St. Michel / Parc Extension et Montréal-Nord dépendent de l'aide sociale.

4.4 Les petites et moyennes entreprises

[Retour à la table des matières](#)

La taille d'une entreprise se définit de différentes façons : par la valeur de ses ventes ou de ses expéditions, par son revenu annuel brut ou net, par la taille de ses actifs ou par le nombre de ses employés. Les entreprises comptant moins de 5 employés sont appelées des micro-entreprises. Selon des chiffres émanant du Recensement des Établissements et de l'Emploi de Montréal (édition 2000), il y a, en 2000, environ 36 000 places d'affaires à Montréal. En interrogeant ce répertoire avec une méthode statistique d'échantillonnage et en nous basant sur les noms des raisons sociales, nous sommes venu à la conclusion que parmi ces 36 000 noms il n'y aurait même pas 300 places d'affaires (moins de 1%) à évocation haïtienne. La [125] communauté haïtienne de Montréal représente, selon les données du dernier recensement de Statistique Canada, environ 3% de l'ensemble de la population de Montréal. Il faut concéder qu'une place d'affaires peut appartenir à un Haïtien ou une Haïtienne sans avoir un nom spécifiquement haïtien. Des chiffres de Statistique Canada, de Statistique Québec, du Répertoire des Établissements de la ville de Montréal, de quatre botins haïtiens, de l'inspection générale des institutions financières, des enquêtes ad hoc sur le terrain nous permettent d'élaborer valablement sur les secteurs et sous-secteurs d'activité des entreprises haïtiennes.

Voici, par ordre décroissant, les 20 secteurs ou sous-secteurs d'activité où oeuvrent au moins sept petites entreprises haïtiennes. :

salons de coiffure et de beauté :	55 entreprises
marchés d'alimentation :	35
restaurants (tous les types) :	21
boutiques de mode :	18
agences de voyage :	17
services immobiliers :	15
produits cosmétiques :	14
garages (réparation) :	13
assurances :	12

automobile (vente et service) :	12
services de transfert :	12
édition (revues, journaux, bottins) :	11
avocats :	10
électriciens :	9
services financiers :	8
photographie-video :	8
informatique :	8
service d'autobus :	8
disquaires :	7
multi-services :	7

[126]

Il y aurait à Montréal approximativement 500 entreprises haïtiennes dont 75% seraient des micro-entreprises (moins de cinq employés). Il est difficile de préciser le chiffre d'affaires de ces 500 entreprises haïtiennes. L'hypothèse serait que pour l'année 2000 :

- a. les 55 salons haïtiennes de coiffure et de beauté feraient un chiffre d'affaires de trois millions de dollars environ (62 000\$ par salon de coiffure, en moyenne),
- b. les 35 marchés haïtiens d'alimentation feraient un chiffre d'affaires de sept millions de dollars environ (200 000\$ par marché d'alimentation, en moyenne) ;
- c. les 21 restaurants haïtiens feraient un chiffre d'affaires de un million et demi environ (80 000\$ par restaurant, en moyenne).

Puisqu'il y a environ 36 000 places d'affaires à Montréal 'selon les chiffres du Recensement des Établissements et de l'Emploi de la ville de Montréal pour une population totale de un million huit cent mille personnes, cette ville compterait deux places d'affaires par tranche de cent personnes. La communauté haïtienne quant à elle compterait environ 500 places d'affaires pour une population de 55 à 60 000 personnes donc moins de une place d'affaires par tranche de 100 personnes.

[127]

4.5 L'implication dans l'industrie du taxi

[Retour à la table des matières](#)

On rencontre tellement de chauffeurs de taxi haïtiens qu'on a l'impression qu'ils représentent le quart de tous les chauffeurs de taxi à Montréal. Au dernier recensement de Statistique Canada (2001) 2 types de données nous informent quelque peu sur le niveau d'implication des Haïtiens / Haïtiennes dans l'industrie du taxi à Montréal. À la question reliée au titre professionnel 920 Haïtiens / Haïtiennes ont répondu être conducteurs de matériel de transport (taxis, camions, autobus). Puisqu'il n'y a pas un nombre significatif d'Haïtiens / Haïtiennes dans le domaine de conduite de camions et d'autobus, on peut présumer que les trois quarts de ce chiffre de 920 font allusion aux chauffeurs de taxi.. Quant à l'appartenance à un secteur d'industrie, 1 315 Haïtiens / Haïtiennes déclarent travailler dans le secteur du transport et de l'entreposage. On peut facilement soulever l'hypothèse de l'existence de 800 à 900 chauffeurs de taxi haïtiens à Montréal.

Au 31 mars 2004 selon une source du bureau du taxi de Montréal environ 4 520 permis de taxi sont enregistrés auprès de cette institution. Environ 10%, au moins, de ces permis de taxi, soit 400 à 500, appartiendraient à des Haïtiens / Haïtiennes. Vu que chacun de ces permis vaut approximativement 175 000\$, ces 500 permis vaudraient près de 88 millions de dollars.

[128]

4.6 Commentaires

[Retour à la table des matières](#)

Le fait d'appartenir au groupe des Haïtiens constitue-t-il un handicap en ce qui concerne les paramètres socio-économiques de cette communauté ? En d'autres termes le groupe ethno-racial haïtien serait-il victime d'une exclusion à coloration raciste ou simplement connaît-il des difficultés économiques qui relèveraient de facteurs structurels et systémiques qui n'auraient rien à voir avec l'appartenance à un groupe ethnique spécifique ? Ne doit-on pas prendre en considération d'autres paramètres ? À côté de la théorie de la discrimination plusieurs spécialistes de la problématique des différences culturelles évoquent quatre autres théories, à savoir :

- la théorie des désavantages d'un sous-groupe ;
- la théorie culturelle ;
- la théorie des ressources ethniques ;
- la théorie structuraliste.

L'idéation partagée au sein d'un groupe d'Haïtiens / Haïtiennes interviewés en ce qui concerne le problème économique du groupe haïtien n'est nullement conflictuelle en ce sens que la problématique du racisme, d'après eux, n'est pas le seul facteur principal de cette situation. D'après eux, sept variables indépendantes principales structurent l'équation explicative :

[129]

1. la sous-scolarisation et la langue (approximativement 40% des Haïtiens / Haïtiennes ne maîtriseraient pas convenablement ni le français ni l'anglais) ;
2. la restructuration industrielle (le sous-secteur de la main d'oeuvre non-spécialisée ou même semi-spécialisée du secteur

de la transformation où se trouve concentré un fort pourcentage de la main d'oeuvre haïtienne est de moins en moins payant et de plus en plus rétréci en raison de la problématique de la mondialisation des circuits de transformation et de la prépondérance des différentes aires d'activité de la technologie avancée) ;

3. la proportion élevée de familles monoparentales ;
4. la discrimination ;
5. la méconnaissance du fonctionnement du marché du travail québécois ;
6. les avantages du régime de l'aide sociale (contrairement à la situation en Haïti, ne pas travailler au Canada ne signifie pas mourir de faim ; en raison de la théorie de la comparaison constante situationnelle, il se pourrait que cette référence, consciente ou inconsciente à Haïti diminue l'agressivité de la recherche d'emploi chez certains sous-groupes de cette communauté) ;

[130]

7. la précarité de la situation des petites entreprises haïtiennes (le manque de confiance des Haïtiens / Haïtiennes envers l'entrepreneurship haïtien, la tendance d'une majorité d'Haïtiens / Haïtiennes à préférer l'emploi salarié à l'emploi autonome, le manque de mise en commun de ressources individuelles en raison de méfiance intra-ethnique expliqueraient en partie cette situation selon les personnes interviewées.).

[131]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

Chapitre 5

Dimension socio-politique

[Retour à la table des matières](#)

Nous considérons la politique au sens large de contrôle de l'action collective d'un groupe et de contrôle d'une entité socio-spatiale

5.1 Auto-contrôle du groupe haïtien

Sous ce titre, nous faisons allusion à :

- l'action collective du groupe haïtien ;
- le manque de contrôle de cette dynamique ;
- le caractère non-conflictuel du « collective action frame » de cette action collective ;

[132]

5.1.1 L'action collective

[Retour à la table des matières](#)

Nous postulons de considérer l'action collective dans sa double dimension de possibilité et d'actualisation.

La possibilité de participation à une action collective fait référence à l'injonction identitaire liée à des variables fondamentales innées (sexe, ethnie et âge) et / ou à des problèmes sociaux. Il y a problème vraiment social lorsqu'un grand nombre de personnes sont affectées par une situation donnée, que cette situation est jugée intolérable et que les gens sont conscients de la nécessité d'une action collective.

Dans la structure identitaire de la communauté haïtienne on peut considérer trois niveaux :

- a. Dans un premier niveau on peut considérer tous ceux qui se disent haïtiens, tous ceux et celles dont la caractéristique ethno-raciale haïtienne prédispose à l'intégration à un mouvement collectif de revendications, de protestation et qui sont conscients de faire partie d'un groupe.
- b. Dans un deuxième niveau, on peut considérer tous ceux et celles qui s'impliquent occasionnellement ou en permanence dans des actions vouées aux intérêts et à la défense des Haïtiens / Haïtiennes en tant que membres d'un groupe. Tous ces acteurs réels sont impliqués non pas seulement dans des organisations spécifiquement finalisées, mais dans un système d'action concret balisé par la construction du sens et des références collectives haïtiennes. Par leurs discours attitudes et actions, ces [133] acteurs créent une certaine dynamique collective.
- c. Mais cette dynamique collective doit être canalisée et orientée. Et c'est là le rôle du troisième et dernier niveau de l'ensemble des acteurs d'une action collective. Ce niveau comprend les organisations et les leaders haïtiens (professionnels, artistes, spor-

tifs, écrivains, journalistes, hommes et femmes d'affaires, pasteurs prêtres, etc.)

5.1.2 Le manque de contrôle de l'action collective

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit sous ce titre d'élaborer sur les problèmes de contrôle du groupe haïtien dans ses relations intra-groupales et inter-groupales (le système social étant considéré comme un groupe). La communauté haïtienne est alors considérée comme une « mini-polity » dont la dynamique requiert un type de contrôle. Selon cette logique, la communauté haïtienne n'est pas uniquement une entité sociale, un foyer d'entraide, un réseau de relations interpersonnelles, mais aussi un foyer de dynamique politique contrôlant et orientant l'ensemble de la démarche collective du groupe. Un certain auteur (Breton, 1983) distingue quatre sous-champs politiques reliés à la « mini-polity » :

- la définition de l'identité collective
- la coordination de l'action
- la régulation ou la résolution de conflits
- la mobilisation des ressources

[134]

La majorité des leaders et organisations haïtiens constatent que les relations intra-groupales et inter-groupales du groupe ethnique haïtien souffrent d'un manque flagrant de contrôle. Ce manque de direction unifiée est palpable même pour une catégorie d'organismes voués à une même problématique. Par exemple, pour la problématique des difficultés d'adaptation des jeunes 20 organismes communautaires haïtiens et 22 églises protestantes haïtiennes sont impliqués dans différents services aux jeunes Haïtiens et Haïtiennes sans presque aucune concertation.

Il faut toutefois signaler les efforts de quelques entités de concertation pour améliorer cette situation. Le Conseil National des Citoyens d'Origine Haïtienne (CONACOH) tente depuis plus de six ans de faire valoir au sein de la communauté haïtienne l'importance et l'efficacité d'une certaine coordination des efforts face à différentes problématiques qui caractérisent la communauté haïtienne. Cet appel n'est pas entendu par la vaste majorité des cellules d'action collective de la communauté haïtienne. Le Conseil Élu par les Haïtiens / Haïtiennes de Montréal (CÉPHAM), mis sur pied depuis trois ans (2001) à la suite d'élections où ont pris part environ 4 000 Haïtiens / Haïtiennes s'inscrit dans cette même mouvance de cohésion groupale. Cependant, ce nombre de 4 000 ne représente même pas 10% des 42 000 Haïtiens / Haïtiennes en âge de voter. Le Conseil d'Organismes Haïtiens de Services d'Intégration à la Société de Montréal (COHSIM), affilié au Conseil National des Citoyens d'Origine Haïtienne (CONACOH), regroupe, dans un élan de concertation, 6 des 35-40 organismes communautaires haïtiens oeuvrant à Montréal.

[135]

Parmi les principales communautés ethno-culturelles de Montréal (juive, italienne, grecque, haïtienne), la communauté haïtienne de Montréal est la seule à ne pas posséder une structure de coordination (type congrès). Cette situation serait-elle différente si le cadre interprétatif (« collective action frame ») de l'action collective de la communauté haïtienne était conflictuel et basé, entre autres, sur la lutte contre le racisme ?

5.1.3 Le caractère non-conflictuel du « collective action frame » de l'action collective

[Retour à la table des matières](#)

Le mot « frame » réfère à un schéma interprétatif qui simplifie et condense les phénomènes en mettant l'accent sélectivement sur quelques éléments de la situation et cela pour rendre vendable une cause. Directement inférés des systèmes de valeurs, des croyances,

des représentations sociales, ces schémas interprétatifs sont encapsulés dans des formules éloquentes quant aux potentialités mobilisatrices. Ces formules, dans la perspective du « collective action frame » invitent à la mobilisation et au changement de situation sur la base de l'intolérabilité de l'injustice.

Le schéma éthique et idéologique de l'action collective de la communauté haïtienne de Montréal est axé sur le bien-être socio-économique de ce groupe sans considérer le racisme et l'injustice sociale comme des variables-obstacles empêchant la communauté haïtienne de Montréal d'atteindre cet objectif de bien-être socio-économique dans le contexte précis du Québec.

[136]

Le discours des leaders de l'action collective de la communauté haïtienne de Montréal, loin d'être conflictuel, provocateur et axé sur une lutte antiraciste, fait référence au raisonnement suivant :

- à part le racisme, il y a d'autres problématiques à considérer ;
- les cas de racisme n'empêchent pas les Haïtiens / Haïtiennes de s'intégrer à la société d'accueil ;
- il peut avoir du racisme mais cette problématique doit être gérée selon les canons du socio-institutionnel et les exigences de l'intégration harmonieuse à la société d'accueil.

5.2 Participation au contrôle du système politique

[Retour à la table des matières](#)

Quel est le niveau de participation de la communauté haïtienne de Montréal au contrôle du système politique municipal de Montréal, provincial du Québec et fédéral du Canada ? Que peut-on dire au sujet de ce bas niveau de participation à ces trois paliers d'action politique ?

[137]

5.2.1 Niveau municipal

[Retour à la table des matières](#)

Le système politique municipal s'occupe de problématiques importantes pour la vie quotidienne, à savoir :

- l'entretien des rues ;
- la gestion de l'eau potable ;
- le ramassage des déchets ;
- l'incendie ;
- la police ;
- les sports et les loisirs ;
- le logement social (en partenariat avec le palier provincial).

Depuis trois ans Montréal vit une intense activité politique liée au processus de restructuration municipale de cette ville. À la faveur de cette restructuration tout le territoire de l'île de Montréal constitue une seule entité qui à un premier niveau est administrée par un conseil municipal et à un deuxième niveau par 27 conseils d'arrondissement.

La communauté haïtienne de Montréal n'a aucun représentant à ces deux niveaux de prise de décision. Aucun Haïtien / Haïtienne ne fait partie des 104 élus municipaux aux dernières élections de novembre 2001 alors que cette communauté compte pour au moins 3% de l'ensemble de la population de Montréal.

Dans les quatre arrondissements de Montréal-Nord, Saint-Léonard, Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles / Montréal-Est et St. Michel / Parc-Extension / Villeray, la communauté haïtienne représente 10% environ de la population. Ces quatre arrondissements [138] sont administrés par 19 membres dont aucun n'est haïtien.

Les deux principaux pourvoyeurs de ces élus sont : le parti Vision Montréal et le parti Union des Citoyens et Citoyennes de Montréal. Parmi les 10 000 membres environ de ces deux partis, seulement une

centaine sont haïtiens, soit 1%. Aux dernières élections municipales de novembre 2001, ces deux partis ont présenté 150 candidats dont seulement 3 étaient haïtiens. Parmi ces candidats 6, au moins, étaient d'origine grecque. Précisons que, à Montréal, la communauté haïtienne est numériquement plus importante que la communauté grecque.

Au niveau administratif, parmi les 700 dirigeants (directeurs / directrices, chefs de service) des 294 entités administratives de la ville de Montréal seulement 9 seraient haïtiens, soit 1% environ.

5.2.2 Niveau provincial

[Retour à la table des matières](#)

Le système politique provincial québécois est un réseau complexe de dix institutions : une institution transversale d'influence politique, quatre institutions administratives, trois institutions politiques (stricto sensu) et trois institutions judiciaires :

Institutions d'influence politique

- les médias ;
- 4 institutions administratives :
 - les ministères et les organismes ;
 - le réseau de la santé ;
 - le réseau de l'éducation ;
 - la sécurité publique (la police) ;

[139]

- 3 institutions politiques (stricto sensu) :
 - les partis politiques ;
 - l'assemblée nationale ;
 - le conseil exécutif (conseil des ministres) ;
- 2 institutions judiciaires :
 - les tribunaux administratifs ;
 - les tribunaux spécialisés ;

Au niveau de l'institution transversale d'influence politique que sont les médias on peut faire mention de deux types de médias : les médias spécifiques de la communauté haïtienne et les médias non spécifiquement ethniques. Depuis trois ans la communauté haïtienne de Montréal bénéficie d'un poste de radio fonctionnant 24 heures par jour et 365 jours par année. Il existe sur d'autres postes de radio des émissions destinées spécifiquement à la communauté haïtienne (une dizaine par semaine). Ces médias à spécificité haïtienne, s'ils constituent des courroies valables de transmission de messages pour cette communauté, n'ont pas encore de rayonnement au-delà de l'espace communautaire haïtien pour être considérés comme des médias d'influence politique à l'échelle de l'ensemble de la population de Montréal. En outre, parmi la quarantaine de membres de direction des dix médias les plus importants de Montréal aucun n'est haïtien.

[140]

Institutions administratives

Au niveau des quatre types d'institutions administratives, on peut dresser une structure du profil de la présence des Haïtiens / Haïtiennes à la tête de ces institutions. L'ordre décroissant de la présence des Haïtiens / Haïtiennes à la tête de ces institutions serait le suivant (2002) :

- éducation ;
- santé ;
- ministères et organismes publics ;
- sécurité publique.

Parmi les 200 membres environ de direction des quatre principales commissions scolaires de Montréal, des quatre principaux CEGEPs de Montréal, des quatre universités de Montréal 8 seraient haïtiens, soit 4%.

Parmi la centaine de dirigeants de la Régie régionale de la santé de Montréal et des quatorze hôpitaux de Montréal (directeurs / directrices, chefs de service) 3 seraient haïtiens, soit 3%.

Parmi les 250 membres de conseil d'administration de 40 organismes publics installés à Montréal et de 40 hauts fonctionnaires de ministères travaillant à Montréal, 5 seraient des Haïtiens / Haïtiennes, soit 2%.

Aucun des membres de la direction de la police de Montréal et de la division Montréal de la Sûreté du Québec n'est haïtien.

[141]

Institutions politiques (stricto sensu)

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Haïtiens / Haïtiennes de Montréal sont loin d'envahir les trois principaux partis politiques de la province du Québec pour faire valoir le poids politique de la troisième plus importante (numériquement) communauté ethnoculturelle de Montréal. Au niveau de la province du Québec ils seraient à peine 600 parmi le membership de 70 à 80 000 personnes du parti libéral du Québec (année 2002), soit un peu moins qu'un pour cent, même pas 1% (600) au sein des 70 000 membres du parti québécois et encore moins présents au sein des membres de l'action démocratique, soit 300 environ sur 50 000 (0,6%).

Lors des trois dernières élections provinciales de 1994, 1998 et 2003, 1 983 candidats ont sollicité de la population du Québec la faveur de la représenter dans les 125 comtés de cette province. Parmi ces candidats seulement 10 seraient des Haïtiens / Haïtiennes (à peu près 0,5%). La population des Haïtiens / Haïtiennes représenterait plus que 1% de l'ensemble de celle de la province du Québec (72 à 80 000 sur 7 000 000 environ).

Un seul Haïtien figure parmi les 1 280 personnes élues membres de l'assemblée nationale du Québec depuis 1966, époque où les Haïtiens et Haïtiennes commencent à immigrer au Québec.

[142]

Institutions judiciaires

Le gouvernement du Québec accorde une grande importance aux tribunaux administratifs et spécialisés

- le comité de déontologie policière ;
- le commissaire de l'industrie de la construction ;
- la commission québécoise des libérations conditionnelles ;
- la commission de protection du territoire agricole ;
- la commission des lésions professionnelles ;
- le conseil des services essentiels ;
- la régie du logement ;
- le tribunal des professions ;
- le tribunal administratif du Québec ;
- le tribunal des droits de la personne ;
- le tribunal du travail.

On se rend facilement compte que ces types de tribunaux ont à gérer la problématique de l'arrimage des principes légaux et réglementaires aux spécificités de différents univers culturels. Alors qu'au moins 6 personnes d'origine ethnique grecque seraient parmi la centaine de juges administratifs de ces tribunaux, seulement 2 personnes d'origine ethnique haïtienne y figureraient (année 2002).

[143]

5.2.3 Niveau fédéral

[Retour à la table des matières](#)

Le système politique fédéral du Canada est complexe à travers ses dimensions administrative, judiciaire et strictement politique. Dans quelle mesure la communauté haïtienne de Montréal participe-t-elle au contrôle de ce système ?

Entités administratives

La ville de Montréal abrite environ 95 entités administratives reliées directement ou indirectement à l'institution politique « pouvoir fédéral » par rapport à laquelle les principaux dirigeants de ces entités seraient des « power holders ». Nous proposons la prémisse selon laquelle toute personne d'origine ethnique haïtienne détenant le titre de membre influent de ces entités est un élément de contrôle du système politique fédéral susceptible d'être un atout face aux problématiques de la communauté haïtienne de Montréal. Voici quelques-unes de ces entités :

- bureau du ministère du revenu ;
- bureau de l'immigration ;
- bureau des taxes douanières ;
- bureau des passeports ;
- bureau québécois de la gendarmerie royale du Canada ;
- Via rail Canada ;
- Air Canada ;
- Canadien Pacifique ;
- Canadien National ;
- Société Radio-Canada,
- Société Canadienne des Postes ;

[144]

Ces 95 entités administratives comptent approximativement 750 personnes influentes à statut décisionnel (membres de conseil d'administration, directeurs, directeurs-adjoints, chefs de service). Seulement une dizaine parmi ces 750 personnes seraient d'origine ethnique haïtienne (à peu près 1%).

Entités judiciaires

La Cour du Québec est un tribunal de première instance qui s'occupe du plus fort volume d'affaires judiciaires au Québec. Parmi les 270 juges de la Cour du Québec nommés par le palier fédéral aucun ne serait haïtien (année de référence : 2002).

La Cour supérieure du Québec, à titre de tribunal de droit commun au Québec, est saisie en première instance et parfois en appel de tous les litiges ne relevant pas expressément d'un autre tribunal ou d'un organisme. Aucun juriste haïtien ne fait partie des 144 membres de cette cour nommés par l'instance fédérale. (année 2002).

Il en est de même pour les 20 juges de la Cour d'appel du Québec. Ce tribunal, général d'appel pour le Québec est de grande importance pour la jurisprudence et, en particulier, pour les cas d'accommodement inter-culturel.

[145]

Entités strictement politiques

Seulement 250 personnes d'origine ethnique haïtienne seraient membres en 2002 du chapitre de Québec du parti libéral du Canada fort de 50 000 membres environ. (0,5%). Ce pourcentage est encore plus dérisoire en ce qui concerne le membership haïtien du parti Bloc Québécois (100 Haïtiens / Haïtiennes sur 60 000 membres - 0,17%).

Si aucun Haïtien ou Haïtienne ne fait partie des 3 791 députés élus au Canada depuis 1867, tel n'est pas le cas pour les autres groupes ethnoculturels. Même les communautés ethnoculturelles qui n'ont pas

le tiers de l'effectif de la communauté haïtienne du Canada ont fait élire un député à la Chambre des Communes, soit les communautés jamaïcaine, argentine, chilienne, ougandaise, belge, dominicaine, roumaine, espagnole, croate. Depuis 1867, 13 personnes de la communauté italienne et 4 personnes de la communauté grecque se sont fait élire à la Chambre des Communes.

5.2.4 Commentaires

[Retour à la table des matières](#)

La communauté haïtienne peut être considérée comme une « communalisation », c'est-à-dire comme un groupe où les éléments constitutifs se savent phénologiquement participer à une structure identitaire. Le contrôle de cette structure par ses éléments d'élite (auto-contrôle) constitue une condition de participation effective au contrôle du système politique. Le type d'autorité qui est censé contrôler cette dynamique n'est pas d'ordre légal, mais d'ordre charismatique et traditionnel. Ce qui nous conduit à poser deux questions. Quel est le niveau de solidité de la conscience [146] collective de la communauté haïtienne de Montréal ? Dans quelle mesure les éléments d'élite de cette communauté peuvent-ils être reconnus en tant que guides et bénéficiaires de la solidarité groupale pour tenter de participer davantage au contrôle du système politique ? Si les Haïtiens et Haïtiennes ne tentent pas de se faire élire par crainte d'un manque d'appui de leur communauté ethnoculturelle on peut parler d'auto-exclusion.

La communauté haïtienne de Montréal est pourtant pourvue de candidats potentiels aux différents postes de pouvoir politique.

Ces candidats peuvent venir de six milieux-pépinières :

- le milieu des professionnels des médias haïtiens (une vingtaine) ;
- le milieu des professionnels : médecins, infirmières, professeurs, ingénieurs, avocats ;
- travailleurs sociaux, sociologues (plus qu'un millier) ;

- le milieu des hommes et femmes d'affaires (500 environ) ;
- le milieu des travailleurs du taxi (500 environ) ;
- le milieu des travailleurs et travailleuses communautaires (200 environ) ;
- le milieu des pasteurs et des prêtres (plus qu'une centaine).

[147]

Il est à remarquer que la plupart des Haïtiens et Haïtiennes qui ont tenté de se faire élire à une position des niveaux municipal, provincial et fédéral depuis 1980 viennent du milieu des professionnels.

Peut-on aussi parler d'hétéro-exclusion ? Nous avons soulevé la possibilité de considérer plusieurs niveaux dans le champ du politique. Nous avons considéré concrètement et techniquement les concepts « organismes publics » et « organismes para-publics » comme des actualisations de l'institution « pouvoir politique » qui aurait deux volets : un volet proprement politique et un volet administratif

La sous-représentation des Haïtiens et Haïtiennes au sein des postes administratifs relèverait davantage de l'exclusion par les autres que de l'auto-exclusion. Autrement dit on ne peut pas relier cette sous-représentation principalement à l'incapacité de cette communauté de profiter de la force de sa solidarité ethnique. Peut-on soulever la problématique du racisme ?

En fin de compte, plusieurs facteurs structurent la problématique de la participation déficitaire de la communauté haïtienne au contrôle du système politique :

- manque de concertation au niveau organisé de la structure identitaire ou manque de leadership concerté ;
- manque de solidarité groupale ;
- investissement dans la politique du pays d'origine (Haïti) plutôt que dans le pays d'accueil ;

[148]

- indifférence de la population haïtienne au processus politique (Haïtien ou Haïtienne, généralement, vient au Canada pour améliorer sa situation, démarche qu'il ou elle croit possible sans s'occuper de politique) ;
- hétéro-exclusion (même si nous ne voulons pas soulever la problématique du racisme à tort et à travers, toujours est-il que la présence déficitaire des Haïtiens et Haïtiennes à différents postes de pouvoir n'est pas totalement étrangère à cette notion).

[149]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette production nous avons tenté de présenter la communauté haïtienne de Montréal dans ses principales caractéristiques. Cette communauté, qui serait forte de 60 000 personnes, est, au point de vue numérique, la troisième plus importante parmi la centaine de communautés ethnoculturelles de Montréal (après celles des Italiens et des Juifs).

Dans un premier chapitre, après avoir averti que présenter une communauté humaine n'est pas chose aisée en raison des multiples facettes interreliées de la vie sociale, nous avons élaboré sur l'identité haïtienne. Qui est Haïtien ou Haïtienne d'après les Haïtiens et Haïtiennes eux-mêmes (autodétermination) ? Comment les autres groupes ethno-culturels caractérisent-ils l'identité haïtienne (hétéro-détermination). Nous avons fait mention de trois dimensions de l'identité haïtienne : la dimension géographique (être né en Haïti ou ailleurs), la dimension bio-parentale et la dimension culturelle. Il semblerait que la dimension bio-parentale, pour l'Haïtien et l'Haïtienne, soit si déterminante que les personnes, quel que soit le pays où elles

sont nées à partir du [150] moment où elles sont nées de parents haïtiens pourraient être considérées comme des Haïtiens ou Haïtiennes.

Nous avons également discuté de la caractérisation de la culture haïtienne par les Haïtiens et Haïtiennes eux-mêmes. À cet égard, nous avons proposé de tenir compte, de trois axes d'analyse :

- a. il faut tenir compte de différents sous-groupes caractérisés par des variables comme l'âge, le milieu de naissance et de première socialisation, le statut socio-économique. À travers ses expériences dans le temps et dans l'espace, chaque Haïtien ou Haïtienne développe une représentation socio-mentale particulière de la culture haïtienne ;
- b. il faut également considérer les sous-dimensions de la réalité sociale en ce sens que le socio-culturel, le socio-économique et le socio-politique constituent trois différentes aires d'analyse de la culture haïtienne ;
- c. il ne faut pas oublier que la culture est une notion dynamique et diachronique. Ce que les Haïtiens, et Haïtiennes pensent maintenant de la culture haïtienne ne correspond pas à ce qu'ils en ont pensée à l'époque de l'indépendance d'Haïti et peut changer dans l'avenir.

[151]

Dans un deuxième chapitre, nous avons fait état de trois types de données socio-démographiques, à savoir :

- a) nombre de la population haïtienne au Canada au Québec et à Montréal ;
- b) répartition de la population haïtienne à Montréal selon le sexe et l'âge,
- c) répartition spatiale de la population haïtienne de Montréal dans les 27 arrondissements.

Dans un troisième chapitre nous avons tenté de présenter les principales caractéristiques de la dimension socio-culturelle de la communauté haïtienne de Montréal. À partir d'un modèle de réalité sociale à cinq dimensions -besoins, guides, pratiques, ressources et, entités socio-spatiales- nous avons structuré un modèle de présentation de la dimension socioculturelle de la communauté haïtienne de Montréal en quinze paramètres, à savoir :

1. famille ;
 2. amour et partenariat sexuel ;
 3. amitié ;
 4. éducation ;
 5. religion ;
 6. usage de lieux publics ;
 7. mass médias ;
 8. arts, sports et loisirs ;
 9. déviance ;
 10. action communautaire ;
 11. langue ;
- [152]
12. modèle culturel de consommation - nourriture ;
 13. modèle culturel de consommation - vêtements ;
 14. modèle culturel de consommation - logement ;
 15. modèle culturel de consommation - transport.

Nous avons, dans ce chapitre, tenté d'évoquer les points de ressemblance et de différence entre les culture haïtienne et québécoise (celle des Québécois et Québécoises de souche). L'un des points à signaler est que la communauté haïtienne de Montréal, contrairement à ce qu'on pourrait penser en raison de la surreprésentation de jeunes Haïtiens dans la population des gangs de rue, est, d'une façon générale, une communauté ethnoculturelle non-problématique se trouvant parmi les groupes ethniques les moins versés dans les différentes activités criminelles.

Dans un quatrième chapitre, nous avons présenté la dimension socio-économique de la communauté haïtienne de Montréal en six points, soit :

1. implication des Haïtiens et Haïtiennes dans différents secteurs de l'industrie ;
2. types de leur revenu ;
3. clientèle haïtienne prestataire de l'aide sociale ;
4. petites et moyennes entreprises haïtiennes ;
5. implication des Haïtiens et Haïtiennes dans l'industrie du taxi ;

[153]

6. commentaires sur cette dimension socio-économique.

On peut aisément relever la concentration des Haïtiens et Haïtiennes dans trois secteurs d'industrie-manufacture de vêtements, soins de santé et taxi. Cette aisance est loin d'être évidente quand il s'agit de déterminer les différents facteurs de la précarité relative de la dimension socio-économique de la communauté haïtienne de Montréal. Il faut signaler que dans l'univers des représentations sociales des Haïtiens et haïtiennes en rapport à cette précarité, l'exclusion à connotation raciste ne serait pas le seul paramètre.

Dans un dernier et cinquième chapitre relié à la dimension socio-politique de la communauté haïtienne de Montréal, nous avons soulevé le manque de contrôle par un leadership concerté de la dynamique de l'action collective de la communauté haïtienne de Montréal (auto-contrôle / politique groupal) et le manque de participation de cette communauté au contrôle du système politique (politique systémique).

En fin de compte, des atouts de la dimension socioculturelle de la communauté haïtienne de Montréal on peut s'attendre à un renforcement de ses dynamiques économique et politique.

[155]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

AU SUJET DE L'AUTEUR

FORMATION ACADÉMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Maîtrise en Criminologie ou Master en Police, Université de Montréal, 1972,

Licence en Droit, Inscription au Barreau de Port-au-Prince, Haïti, 1978 ;

Maîtrise en Sociologie, Université de Montréal, 1996 ;

Doctorat en Sociologie, Université de Montréal, 2002.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1971 : STAGIAIRE EN CONTACT AVEC DES MEMBRES DU HAUT-ÉTAT MAJOR DE LA POLICE DE MONTRÉAL. Dans le cadre de mes études en Criminologie -Option Police- je réalisais des entrevues avec quelques membres du Haut-État Major de la Police de Montréal, pendant une année, afin de [156] mieux connaître les structures, stratégies et tactiques de ce service de Police.

- 1980-1986 : DIRECTEUR DE MULTI-AIDE HAÏTIENS. Cet organisme était voué à aider les Haïtiens de Montréal à résoudre une série de problèmes (Logement, Délinquance juvénile, Chômage, Immigration, etc.). En tant que directeur de cet organisme, ma tâche consistait à mettre sur pied des structures de manière à ce que les Haïtiens profitent de toutes les ressources gouvernementales et communautaires dans leur tentative de résoudre ces problèmes.
- 1986-1990 : DIRECTEUR DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT D'HAÏTI. Cet organisme qui opérait en Haïti était voué à la mise en œuvre de structures de résolution de problèmes (Coopératives de logement, Coopératives agricoles, Comités de quartier). Cet organisme avait le statut d'Organisme non-gouvernemental selon la loi afférente de la province du Québec.
- 1987 (Janv.-déc.) : DIRECTEUR TECHNIQUE D'UN MOUVEMENT DE 10 000 VOLONTAIRES. Ce mouvement appelé MOVEH (Mouvement de Volontaires pour des Élections Libres et Honnêtes) organisait sur toute l'étendue du territoire des comités de citoyens (120) qui s'évertuaient à sensibiliser l'ensemble de la population sur l'importance de participer massivement aux élections et qui veillaient également à la sécurité dans différents quartiers. Le docteur Louis Roy était le directeur général de ce mouvement.
- [157]
- 1996-1998 : CRIMINOLOGUE-ÉVALUATEUR (POLICE DE MONTRÉAL). Pendant ces deux ans, j'ai eu à travailler avec une cinquantaine de jeunes de dix origines ethniques afin d'évaluer l'impact d'un projet « Jeunes à Cœur » sur le processus de leur socialisation.

2002 : SOCIOLOGUE-CONSULTANT. Depuis janvier 2002 j'œuvre en tant que consultant auprès de quelques organismes communautaires ethniques.

[159]

**La communauté haïtienne
de Montréal**

COMMUNIQUER AVEC L'AUTEUR

[Retour à la table des matières](#)

Adresse électronique

alixboucard991@hotmail.com

Adresse postale

Alix Boucard,
Fondation littéraire Fleur de Lys
44, rue Chabot,
Lévis, Québec, Canada.
G6V 5M6

*VIA LE SITE INTERNET DE LA FONDATION LITTÉRAIRE FLEUR
DE LYS*

<http://www.manuscritdepot.com/>

Page personnelle de Alix Boucard

<http://www.manuscritdepot.com/a.alix-boucard.html>

Forum de discussion avec Alix Boucard

http://www.manuscritdepot.com/disc60_toc.htm

Fin du texte